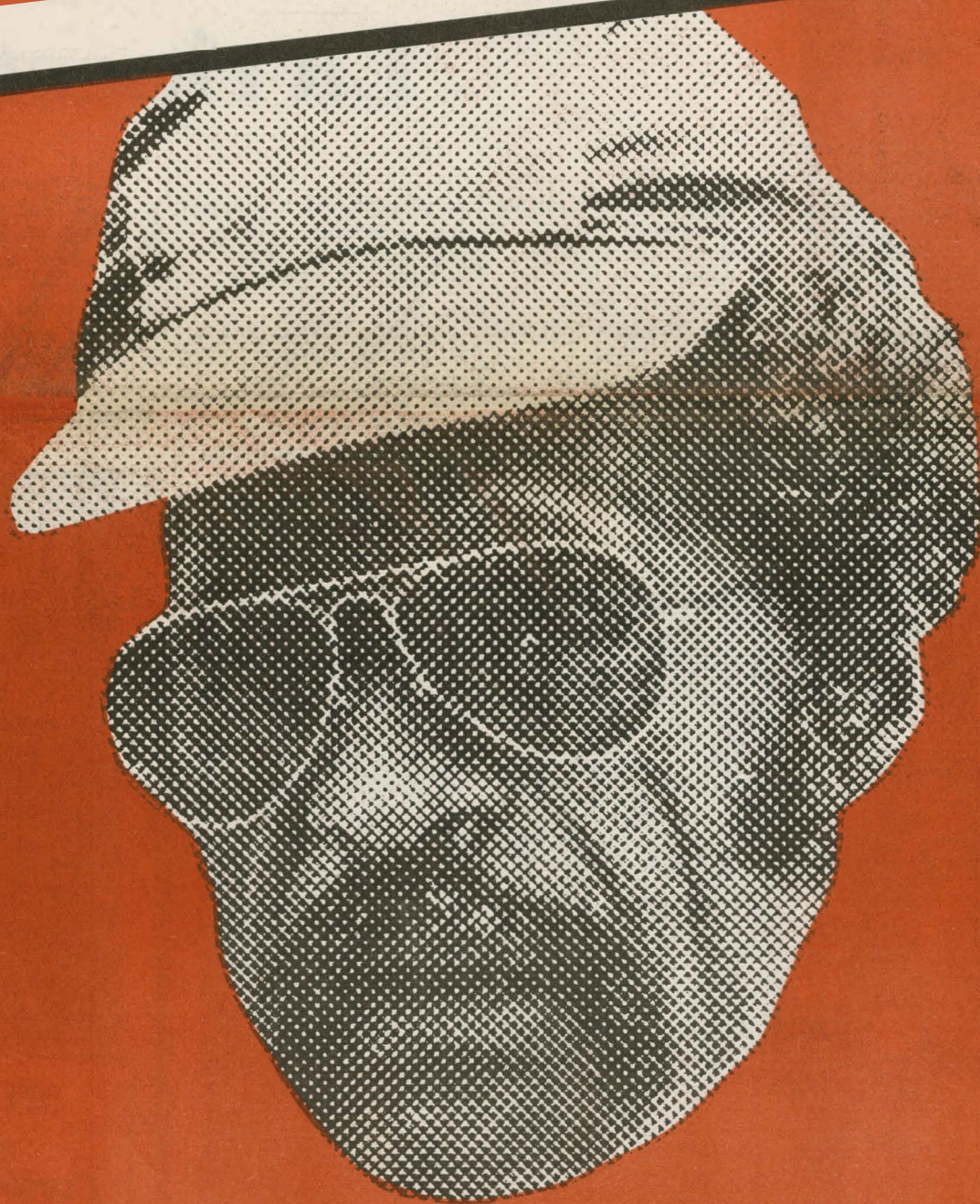


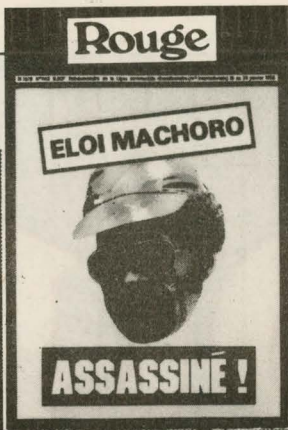
Rouge

M 1578 N°1143 6,50F Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale) 18 au 24 janvier 1985

ELOI MACHORO



ASSASSINÉ !



La riposte

Le lendemain de l'annonce de l'assassinat d'Eloi Machoro, une centaine de militants de la LCR ont manifesté devant l'Hôtel Matignon exigeant la création d'une commission d'enquête. Lundi soir, plus de 4 000 manifestants sont descendus dans les rues de Paris à l'appel de l'Association de solidarité

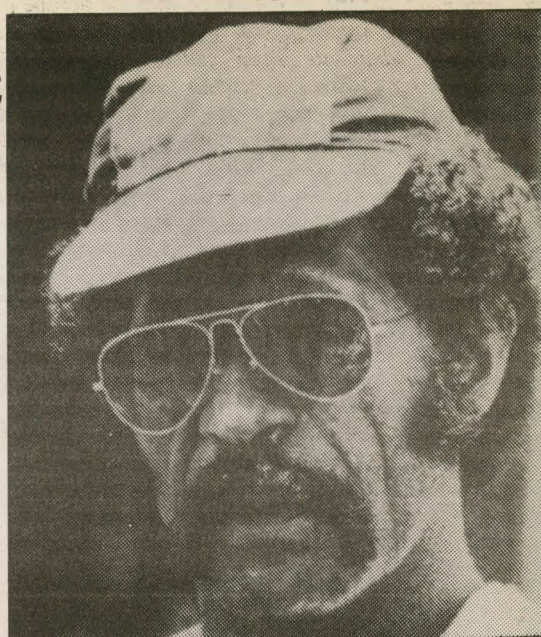
du peuple kanak. Cet appel était notamment soutenu par la LCR, les JCR, le GRS, le CEDETIM, les Verts, le PSU, le PCML, l'UTCL, la FA. Le FNLS soutenait cette manifestation. Il faut noter que le PC, la CGT et le MRAP, présents à la réunion de préparation, ont déploré avoir été prévenus trop tard pour appeler à la manifestation.

Sous un froid glacial, les manifestants ont défilé du Panthéon à l'Hôtel Matignon où une délégation a été reçue par un membre du cabinet de Fabius.

Nous rendrons compte dans le prochain numéro des multiples manifestations qui se sont déroulées en province.



Nouvelle-Calédonie

LCR

JCR

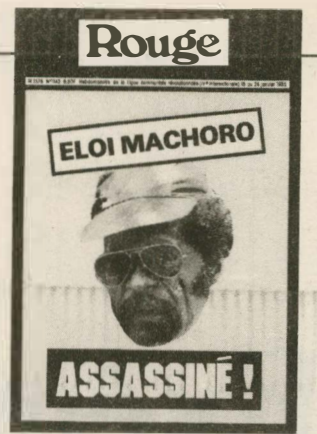
ELOI MACHORO
Assassiné par
l'ordre colonial français

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Formule choisie _____
Abonnements par avion : nous consulter			Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Pas de guerre coloniale !



Le sang a coulé en Nouvelle-Calédonie. Le GIGN, associé à un groupe armé de caldoches fascistes, a tué Eloi Machoro, membre du bureau politique du FLNKS, ministre de la Sécurité du gouvernement provisoire de Kanaky, et son compagnon, Marcel Nonnaro. En dépit des tentatives du Haut commissaire du gouvernement pour dissimuler la vérité, une chose est absolument certaine : les deux hommes ont été froidement exécutés. La section d'assaut de la gendarmerie ne peut en effet se prévaloir d'aucune « légitime défense » pour justifier cet acte. La mort des deux dirigeants indépendantistes dissipe tous les doutes, lève toutes les ambiguïtés.

C'est dans une nouvelle guerre coloniale que la France est en train de s'engager. Car les événements du 12 janvier constituent une déclaration de guerre à l'ensemble du peuple kanak. Il n'est pour s'en convaincre que de se souvenir de l'hystérie que le nom d'Eloi Machoro déclenchait dans les milieux caldoches. « Chef de guerre », « agent de Kadhafi » : tout le désignait, dans le langage de la haine raciste, comme un symbole de la lutte pour l'émancipation.

Assassinat délibéré

Le gouvernement français porte l'entière responsabilité de l'engrenage qui s'enclenche. Et son représentant, Edgard Pisani, « a une odeur de sang sur les mains », pour reprendre les termes du FLNKS. Soumis aux pressions des caldoches qui occupaient les rues de Nouméa, voulant sans doute diviser le mouvement national kanak afin de con-

forter ses marges de manœuvre, il a fait le choix de donner des gages à la droite coloniale. Et cela impliquait d'en finir avec les apparences antérieures de neutralité pour s'en prendre aux indépendantistes, c'est-à-dire de donner à la réaction la tête qu'elle demandait depuis si longtemps.

Rien ne saurait atténuer la responsabilité de Pisani. C'est en effet délibérément qu'il a donné l'ordre de « neutraliser » Eloi Machoro et ses camarades. C'est donc délibérément qu'il a cautionné l'opération qui a débouché sur deux lâches assassinats. Peu importe, dès lors, que le Haut commissaire ait effectivement donné l'ordre de tuer Machoro ou que l'opération ait « dérapé » contre sa volonté. Dans le premier cas, son nom rejoindra celui des Lacoste, Guy Mollet ou Max Lejeune, ces socialistes qui n'hésitèrent pas à commettre les pires forfaits contre le peuple algérien, voilà près de trente ans. Dans le second, il a couvert de son autorité un acte inqualifiable et il s'en est donc rendu complice.

Pourquoi nous sommes pour l'indépendance kanake

« La pleine souveraineté du peuple kanak sur son territoire », c'est la revendication essentielle du FLNKS, celle qui est, selon son président, « non négociable ». Mais c'est celle qui pose le plus de problèmes dans l'opinion publique. Elle est pourtant totalement légitime.

1. A la différence d'autres pays comme la France, il n'y a jamais eu, en Nouvelle-Calédonie, naissance d'une nation s'enrichissant de l'apport mutuel de différentes immigrations. Au départ, il n'y avait qu'un peuple sur l'île : le peuple kanak. Et toutes les vagues d'immigration successives, française, wallisienne, vietnamienne, pieds-noirs, etc., n'ont été que le produit d'une politique coloniale délibérée visant à submerger numériquement les Kanaks et à leur interdire tout pouvoir économique et politique sur leur île. Dans sa quasi-totalité, le peuple kanak est exploité et opprimé.

2. De ce fait, quelles que soient leur profession ou leur volonté, tous les immigrés — colons, ouvriers, propriétaires, fonctionnaires — se sont trouvés dotés d'un statut privilégié d'occupant et d'opresseur par rapport au peuple kanak. Ainsi, un ouvrier immigré français ou

wallisien se trouve là-bas dans une situation totalement différente de celle d'un immigré en France.

3. L'ouvrier immigré apparaît, à juste titre, comme un occupant mais en tant qu'ouvrier, il est à son tour exploité par la bourgeoisie coloniale. Son statut d'occupant privilégié a souvent obscurci sa conscience de classe et l'a jusqu'à présent empêché de rejoindre le véritable camp des exploités : celui du peuple kanak. Les gages à la cause de l'indépendance est l'un des objectifs du syndicat — l'USTKE — et du FLNKS qui pensent à juste titre que la libération des travailleurs non kanaks passe par la libération du peuple kanak.

4. Mais le phénomène colonial implique qu'il ne peut y avoir égalité de statut et de choix entre occupants et occupés, d'où la revendication du FLNKS que seuls les occupés s'autodéterminent, les occupants s'étant déjà « autodéterminés » en occupant par la force le pays.

5. C'est donc au peuple kanak, une fois indépendant, de déterminer la place des étrangers sur l'île, en tenant compte de leur fonction sociale : exploités ou exploités. G. V.



Ce processus constitue la condamnation de la politique suivie, depuis plus de trois ans, par le gouvernement. En ne cessant de reculer devant les vociférations de la droite, en opposant la loi Lemoine, vague projet d'autonomie interne, aux revendications indépendantistes, il s'est enfoncé dans la pire des impasses. Le plan présenté par Pisani, le 7 janvier, n'est pas sorti de ce cadre piégé. Certes, il se fixait l'indépendance comme objectif. Mais parallèlement, il développait une orientation néo-coloniale dont l'objectif essentiel était de museler l'expression du droit à l'autodétermination du peuple kanak et d'empêcher son accession à une véritable souveraineté.

Assez tergiversé ! Indépendance pour la Kanaky !

On en voit maintenant les résultats. Pour imposer son plan, le gouvernement français doit s'attaquer au mouvement kanak. Il doit se faire le défenseur de privilèges imposés par la violence aux populations autochtones.

Il n'est plus temps de tergiverser. La seule voie pour sortir de l'impasse, pour éviter le piège d'une guerre coloniale, c'est de reconnaître la souveraineté du peuple kanak sur sa terre, c'est s'engager dans une véritable indépendance, c'est d'appliquer enfin les termes de la déclaration contresignée par François Mitterrand et les indépendantistes, en 1979 : « Le Parti socialiste (...) a réaffirmé sa volonté de soutenir et de garantir le droit du peuple kanak à décider de son avenir. »

Halte à la répression ! Retrait des forces coloniales !

Reconnaître la souveraineté kanake, c'est d'abord arrêter l'escalade répressive. Ce sont les Kanaks qu'on désarme, ce sont eux qu'on emprisonne, tandis que les milices caldoches s'organisent en toute impunité. Tout mouvement d'intimidation doit cesser à l'encontre des communautés kanakes. Les trente-huit camarades d'Eloi Machoro, comme tous les militants du FLNKS, doivent être libérés ! Les auteurs

de l'assassinat de la Bachelerie doivent être immédiatement arrêtés et traduits en justice.

Dans ce cadre, la décision du Premier ministre d'envoyer 1 000 hommes de troupe supplémentaires en Nouvelle-Calédonie n'est pas tolérable. Car il est désormais prouvé que les forces françaises sont le principal rempart de l'ordre colonial contre la justice. Tout nouveau soldat, tout nouveau gendarme, c'est un caldoche de plus, c'est un adversaire de plus pour le peuple kanak.

C'est pourquoi il faut imposer le retrait des forces d'occupation de Nouvelle-Calédonie. Et qu'on ne prétende pas qu'une telle décision provoquerait une guerre civile meurtrière entre communautés. Car les autorités françaises ont tous les moyens de l'éviter. Il leur suffit de dissoudre les organisations fascistes qui appellent au génocide des Kanaks, de mettre hors d'état de nuire leurs responsables, de dissoudre leurs milices.

Tout pour la solidarité

Le mouvement ouvrier français a une responsabilité écrasante. Tirant les leçons de l'Histoire, il doit tout faire pour empêcher l'isolement du peuple kanak.

Aujourd'hui, en métropole, la voix des anticolonialistes doit s'exprimer avec force.

Il est de leur responsabilité de se mobiliser dans la rue, autant de fois qu'il sera nécessaire, pour soutenir les justes demandes de la population de Kanaky. Il est aussi de leur responsabilité de faire en sorte que toute la lumière soit faite sur la mort d'Eloi Machoro et Marcel Nonnaro. Partis de gauche, syndicats ouvriers, associations démocratiques ont dénoncé les circonstances troubles de la tragédie du 12 janvier. Qu'elles constituent ensemble une commission d'enquête, afin d'informer l'opinion publique.

Il est enfin de leur responsabilité que les organisations syndicales françaises nouent des liens étroits et fraternels avec l'USTKE, syndicat qui organise les travailleurs kanaks et exploités et qui appartient au FLNKS.

Le combat du peuple kanak est notre combat. Sa victoire sera notre victoire.

Christian Picquet



Exécuté de sang-froid

Les colons caldoches voulaient la tête d'Eloi Machoro. Le GIGN, chargé par Edgard Pisani de le « neutraliser » la leur a offerte, dans des circonstances qui exigent une commission d'enquête.

« Eloi était debout, immobile, son fusil à longue portée sur l'épaule. Il a reçu la balle en pleine poitrine. Il a essayé de revenir dans la maison, a marché quatre ou cinq mètres avant de tomber dans l'herbe : il crachait du sang. » Ce témoignage d'un des trois Kanaks libérés sur parole pour le temps des obstacles des deux responsables du FLNKS assassinés par le GIGN vient battre en brèche la version enfin définitive donnée par Pisani, après de laborieuses versions contradictoires. L'autre victime, Marcel Nonnaro, a été tué « en courant vers Eloi pour lui porter secours ».

Les circonstances et les explications fournies font qu'il n'est plus possible aujourd'hui d'avalier la déclaration du Haut-Commissariat. Le Parti socialiste n'a pas pu faire moins que de demander que « toute la lumière soit faite sur les conditions de la mort d'Eloi Machoro » car « il faut éviter que toute suspicion subsiste ». La prudence avec laquelle Lionel Jospin évite de mettre en cause la version Pisani montre bien le caractère « spontané » de sa demande.

Un tissu de contradictions

Sur de nombreux points, les différentes versions fournies par les autorités ont varié, voire sont tout simplement démenties par les faits.

Ainsi, dans les premières versions, Eloi Machoro et une cinquantaine de Kanaks armés auraient assiégé la ferme de la Pellerie, propriété de colons européens, située à une quinzaine de kilomètres de Foa. En fait, il apparaît maintenant qu'Eloi Machoro et ses compa-

gnons se trouvaient à Doigny, à huit cents mètres de là, sur une terre appartenant à un Kanak membre du FLNKS.

Les premiers communiqués faisaient état de deux morts et plusieurs blessés, ce qui accréditait la thèse d'une fusillade, d'un affrontement. On sait maintenant qu'il n'en est rien et que les tireurs d'élite du GIGN n'ont tiré que trois ou quatre balles et qu'il n'y a pas eu de blessés ni d'un côté ni de l'autre.

Selon les premières versions, les gendarmes n'ont fait que répliquer en abattant Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, qui seraient sortis de la ferme en tirant. Cette thèse est aujourd'hui abandonnée et il est établi que les membres du FLNKS étaient dans le parc qui entoure le bâtiment. Dans ce fameux parc, la végétation était tellement haute, à en croire le Haut-Commissariat, qu'elle cachait le bas du corps des deux victimes, rendant impossible un tir aux jambes. Les journalistes qui se sont rendus à la propriété n'ont pu que constater que l'herbe y est rase...

Les chaînes de télévision, et TF 1 en particulier, n'ont pas ménagé leurs efforts pour justifier les communiqués de Nouméa. Arlette Chabot a rapporté que des traces de poudre avaient été retrouvées dans le canon du fusil chargé de Machoro et que ses compagnons inculpés avaient reconnu devant le magistrat instructeur que le ministre de la Sécurité du gouvernement provisoire kanak avait ouvert le feu sur les gendarmes. Outre que le texte final a abandonné la mention de traces de poudre, qui auraient prouvé qu'Eloi Machoro se serait servi de son arme, les témoignages de ses camara-

des, dont son frère, infirment les affirmations relayées par TF 1.

Le Haut-Commissariat n'a pas démenti les contacts évoqués par les envoyés du Monde et de Libération, que des émissaires du FLNKS auraient maintenu en permanence avec Edgard Pisani au cours de la nuit pour éviter l'assaut.

Plus qu'un simple doute

La patience dont savent faire preuve les forces de l'ordre, par exemple lors de prise d'otages, n'a pas été de mise. L'ordre est venu du représentant du gouvernement, dont Laurent Fabius a rappelé si besoin était qu'il était en contact avec lui, de « stopper » Eloi Machoro, de le « neutraliser ».

Aujourd'hui, les éditorialistes posent, plus ou moins directement la question : Edgard Pisani a-t-il pris un gros risque ou s'agit-il d'une bavure dans laquelle le hasard aurait sa place ? Une question qu'ils ne posent pas est celle soulevée par la Ligue des droits de l'homme qui s'interroge sur la présence aux côtés des gendarmes d'une quinzaine d'Européens armés, connus pour leurs liens avec l'extrême droite.

Finalement, il importe peu de savoir si la volonté de « se payer Machoro » après que le GIGN se soit senti humilié à Thio a guidé la main du tueur. L'ordre de tirer n'est pas une initiative prise au niveau local mais au plus haut échelon, par un pouvoir qui accentue son cours répressif contre le combat des Kanaks.

« Nous sommes obligés de penser que vos têtes ont été négociées à un haut niveau pour que la discussion soit possible entre la droite et le gouvernement français. Votre présence sur le terrain demeurait le seul obstacle entre les Français. Vos têtes étaient mises à prix. Vous avez payé l'ordre colonial. » C'est par ces mots que J.-M. Tjibaou a dit adieu à ses camarades.

J.-J. Laredo

Dissolution du GIGN

Une fois de plus, dans cette affaire, c'est le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) qui se trouve sous les projecteurs de l'actualité. Créé en 1973, à l'exemple des GSG ouest-allemands ou des SAS britanniques, ce corps est spécialisé dans les missions de commandos et dans les opérations para-légales.

Et le moindre volet de ses attributions n'est pas la protection de l'ordre colonial français. Il est ainsi significatif que la première opération du GIGN ait été une intervention... à Djibouti.

Par son appartenance à l'institution militaire (comme toute la gendarmerie), cette unité d'élite se trouve soustraite à tout contrôle parlementaire, judiciaire ou syndical. Les gouvernements de la V^e République en ont dès lors fait l'instrument privilégié de tous leurs coups tordus, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Hexagone. En retour, le GIGN devint un vivier de pêcheurs en eaux troubles. Pour ne prendre que cet exemple, les liens de son ex-numéro deux (le capitaine Barril) avec l'extrême droite ont été dénoncés à plusieurs reprises.

Le gouvernement de gauche s'est engagé dans la même voie que ses prédé-

cesseurs. Devant la vague terroriste qui frappa la France en 1982, Mitterrand fit appel au chef du GIGN, le commandant Prouteau, pour former une « cellule antiterroriste » dont les super-gendarmes constituèrent le « service action ». Dès ce moment, nos pandores d'élite accumulèrent les opérations nauséabondes, les actions illicites et les infractions aux règles de la procédure pénale. Ce qui devait déboucher, en août 1982, sur l'affaire de Vincennes, menée en toute illégalité contre trois militants nationalistes irlandais.

Le GIGN ne fut même pas réorganisé. Aujourd'hui, à la lumière d'un passé si chargé, la présence de membres d'une telle structure en Nouvelle-Calédonie ne peut que constituer une grave menace contre le mouvement national kanak. Les tragiques événements du 12 janvier viennent de le confirmer.

Cette menace est d'autant plus sérieuse que rien n'est clair dans les agissements des super-gendarmes (voir ci-contre). Fait troublant, l'officier dirigeant l'unité du GIGN à la Bachelierie, le lieutenant Phavorin, était celui qu'Eloi Machoro et ses camarades avaient désarmé, à Thio, quelques semaines

auparavant, lors d'une première tentative des forces de l'ordre de reprise en main. Et surtout, il semble bien que certains membres de l'ancienne « cellule antiterroriste », les plus compromis dans les scandales, aient fait de la Nouvelle-Calédonie leur nouveau terrain de chasse. Ainsi, Paul Barril, désormais reconverti dans l'assistance technique à plusieurs pays arabes et organisateur d'une sorte d'officine privée antiterroriste, annonçait, quelques jours avant l'assassinat d'Eloi Machoro, son intention de se rendre à Nouméa. Il en dévoilait implicitement le but : « J'ai décidé de mener ma guerre antiterroriste tout seul. » Et il évoquait les liens qu'il conservait avec les plus hauts responsables du maintien de l'ordre sur le terrain : « Je dis bravo à Charles Hernu : il a envoyé à Nouméa celui que je qualifierais de "Della Chiesa" français : le général Deiber, un homme qui a su remonter le moral de ses troupes... »

À la lumière de ce nouveau crime, une seule conclusion s'impose, avec plus de force que jamais : il faut dissoudre le GIGN, corps qui menace toutes les libertés, et retirer immédiatement tous ses membres de Nouvelle-Calédonie. Chr. Picquet

Eloi Machoro, au rassemblement de la LCR au Bourget, en mai dernier.



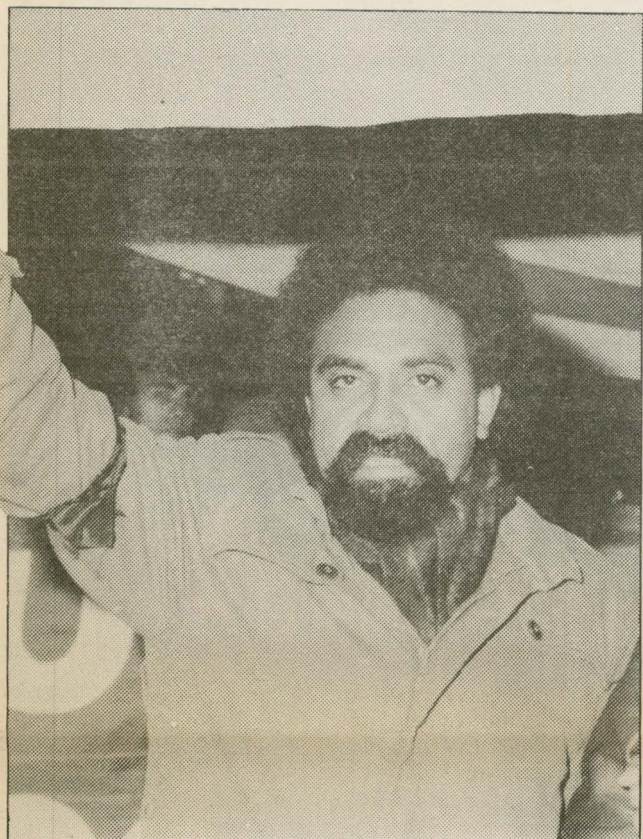
La manifestation à Paris.



INTERVIEW DE HNALAINE UREGUEI

«Ce que la Kanaky attend de vous»

Hnalaine Ureguei, dirigeant de l'Union des syndicats de travailleurs kanaks exploités et représentant à Paris du FLNKS, a bien voulu répondre à nos questions après l'assassinat d'Eloi Machoro et Marcel Nonnaro.



Hnalaine Ureguei

● **Quelle est la réaction du FLNKS après la mort d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro ?**

Le Front a publié mardi à Nouméa un document représentant l'enquête menée auprès des camarades présents sur les lieux et notamment de Louis Machoro, le frère d'Eloi. Pour nous, il ne fait plus aucun doute qu'il s'agit d'un assassinat planifié. Le FLNKS accuse Edgard Pisani d'être responsable de la mort d'Eloi et de Marcel, qu'il en ait donné l'ordre, ou qu'il ait pris ce risque en envoyant le GIGN. Il a offert la tête d'Eloi à la vindicte caldoche

pour amener le RPCR et l'extrême droite à la table de négociations. Il est édifiant d'entendre Jacques Lafleur du RPCR expliquer maintenant qu'il ne souhaitait que l'arrestation d'Eloi et non sa mort, quand on sait que Lafleur inspire et finance les milices d'extrême droite en Nouvelle-Calédonie. Nous pouvons réaffirmer que nos militants n'ont pas ouvert le feu sur les gendarmes, qu'Eloi portait son fusil en bandoulière et qu'à aucun moment, il n'a fait le geste de tirer. Enfin, nous confirmons que le Front avait envoyé un émissaire à Pisani pour négocier un retrait des deux parties et qu'il n'a pas

reçu de réponse. Quand nous disons que Pisani a offert la tête d'Eloi, il faut le prendre non seulement au figuré mais aussi au sens propre. Des fascistes ont mené deux attaques dans la nuit de samedi à dimanche, l'une vers 20 h, l'autre vers 2 h du matin, quand ils ont su que le corps d'Eloi était à la morgue pour une nouvelle autopsie. Ce qu'ils voulaient, c'était décapiter le corps et promener la tête d'Eloi à travers la ville. Ce n'est pas le couvre-feu qui les a arrêtés mais les militants du FLNKS présents à la morgue.

● **Que représente pour le Front la mort d'Eloi Machoro ?**

La mort d'Eloi est pour nous une tragédie. Eloi laisse un vide qui se ressentira dans les structures mêmes du Front où

« **Edgard Pisani est responsable de la mort d'Eloi et de Marcel** »

il occupait un rôle d'organisateur central. Il était l'homme qui permettait l'articulation des différents courants et tendances au sein du FLNKS. Mais nous l'avons crié : « *Nous sommes 60 000 Machoro !* »

● **Quelles vont être les conséquences politiques de ces deux assassinats, notamment sur les négociations ?**

Ces assassinats sont une déclaration de guerre contre le peuple kanak et le FLNKS. Nous sommes rendus à l'évidence : avec le gouvernement français, un seul langage est possible, celui du rapport de forces. Rien n'est irrémédiablement rompu avec l'envoyé du gouvernement. Nous ne négocierons que sur un calendrier de retour à la sou-

veraineté totale du peuple kanak et non sur les bases du plan Pisani. Le problème qu'il faudra discuter c'est celui du sort des ressortissants français qui font maintenant

« **Nous ne négocierons que sur un calendrier de retour à la souveraineté totale du peuple kanak** »

obstacle aux bonnes relations futures entre l'Etat kanak et l'Etat français. Il n'est plus question de négocier un traité d'association avec la France. C'est pour cela que nous n'avons pas une attitude de rupture totale. Compte tenu de la militarisation énorme du pays, de la complaisance avec laquelle les autorités tolèrent les agissements de l'extrême droite, ses manifestations et ses violations du couvre-feu, compte tenu de la complicité manifeste qu'il y a eu entre les forces de l'ordre et un commando d'extrême droite sur les lieux de l'assassinat, une chose est sûre : si le gouvernement ne présente pas de garanties suffisantes pour une vraie négociation, il n'y aura pas de possibilité de dialogue. Pisani a une odeur de sang sur les mains. Nous ne pouvons pas négocier avec lui s'il ne prend pas les mesures urgentes nécessaires pour mettre fin aux agissements de l'extrême droite, s'il ne désarme pas les colons et ne démantèle pas leurs caches d'armes. C'est maintenant à Pisani de démontrer qu'il veut négocier.

« **Tous les camarades au pays sont à l'écoute de ce qui peut se faire en France** »

Actuellement, pour pousser le Front à la modération, le gouvernement se sert des agissements de l'extrême droite. Le gouvernement espère ainsi amener le FLNKS pas seulement à négocier mais à capituler. La politique de Pisani visait aussi à diviser le Front en éliminant la principale figure de la tendance « dure ». Nombreux sont les militants du FLNKS, et c'est le cas de l'USTKE, qui ne sont pas prêts à accepter à n'importe quel prix la moindre concession au gouvernement.

● **Qu'est-ce que le FLNKS attend de la solidarité en France ?**

Avant tout, je dois dire que tous nos frères en Nouvelle-Calédonie ont été très

Un appel du FLNKS

Paris, le 7 janvier 1985

Cher(els) ami(e)s,

Le peuple kanak a décidé de s'organiser pour obtenir son indépendance. Les mois qui viennent seront décisifs. Le FLNKS lutte pour que cette colonie où l'on a érigé l'arrogance et le racisme en système puisse devenir une terre de liberté. Le seul moyen d'obtenir la paix en Nouvelle-Calédonie est que le peuple kanak recouvre sa souveraineté et acquière l'indépendance.

En Nouvelle-Calédonie, la presse est aux mains des colons et le mouvement indépendantiste kanak n'a aucun moyen pour s'exprimer et diffuser ses idées. La télévision et la radio sont sous influence coloniale.

Comme le peuple kanak n'a pas eu droit à la parole depuis cent trente et un ans, aujourd'hui le FLNKS veut se doter d'un journal régulier, à grande diffusion, et d'une radio. Pour cela, le peuple kanak a besoin d'être soutenu, non pas dans un an ou dans trois mois, mais tout de suite. L'urgence de la situation n'impose pas de tenir en réserve ses critiques et ses interrogations.

Le FLNKS appelle toutes les personnes éprises de liberté et sympathisant avec sa cause à le soutenir dans sa lutte. Aujourd'hui, il est urgent de lui donner les moyens de se monter une imprimerie et une radio. Pour cela, nous faisons appel à votre soutien financier (CCP Th. Berthoud, 6919 81 J Paris).

**Le représentant du FLNKS
Hnalaine UREGUEI**

Adresser les chèques à l'ordre de Th. Berthoud, directement au CCP ci-dessus ou les envoyer à Th. Berthoud, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris. Un reçu sera adressé aux personnes qui en feront la demande.

Association Information et soutien aux droits du peuple kanak.

24, rue de Fontenay. 92 140 Clamart.

CCP. M^e Pierre Besse. 728559 T Paris.

(L'association peut envoyer des orateurs pour des réunions).

FLNKS, 8, rue Gambetta, 1^{ère} vallée du Tir. Nouméa.

USTKE, BP 4 372, Nouméa.

touchés par la manifestation de lundi à Paris. Pour nous, elle représente un succès énorme car elle atteste de la riposte en France. Cela est vital et au nom du Front, je tiens à remercier toutes les organisations et tous les participants qui sont venus avec nous crier devant la résidence de Fabius « GIGN assassin » et ont partagé notre douleur. Cette manifestation doit être un tremplin pour que les grandes organisations ouvrières, les confédérations syndicales emboîtent le pas de la mobilisa-

tion et appellent au développement d'un grand mouvement de solidarité. L'engrenage de la guerre coloniale est en train de s'enclencher et il est du devoir des anticolonialistes français, de tous les travailleurs de s'engager plus massivement et de manière plus unitaire contre la militarisation du pays et l'irresponsabilité du gouvernement Fabius. Tous les camarades au pays sont à l'écoute de ce qui peut se faire en France.

**Propos recueillis
par Jean-Jacques Laredo**

Eloi Machoro et Roch Pidjot, député kanak à l'Assemblée nationale.



Camarade Eloi

Eloi Machoro, les militants de la LCR s'en souviennent puisque c'est lui qui prit la parole au nom du Front indépendantiste lors de notre rassemblement au Bourget en mai 1984. Il était venu à Paris pour le débat parlementaire. A l'époque, la presse l'ignorait, aujourd'hui, elle le présente comme un monstre assoiffé de sang.

C'est en 1977 qu'Eloi, ancien instituteur, est pour la première fois élu à l'Assemblée territoriale sur la liste de l'Union calédonienne. Cette même année, une nouvelle direction prend en charge cette organisation avec la nomination de Pierre Declercq comme secrétaire général. Lors de l'assassinat de ce dernier en septembre 1981, Eloi Machoro monte dans son fief de Canala et avec ses camarades, il occupe la ville en signe de protestation, pendant plusieurs jours. Machoro teste alors l'efficacité d'une méthode d'actions directes, puisque la plupart des colons de cette zone finiront par partir. C'est alors qu'il est élu secrétaire général de l'UC.

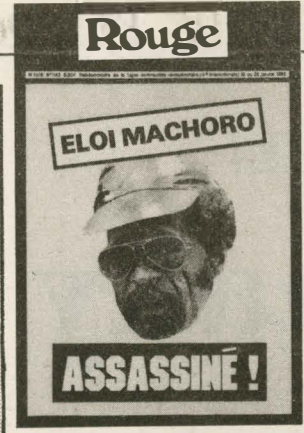
En novembre 1984, lorsque Machoro dirige l'occupation de Thio qui a lieu sans qu'un seul coup de feu soit tiré sur les Européens de la ville, il réunit déjà autour de lui une équipe combative et déterminée. Eloi savait qu'il était nécessaire d'étendre à l'ensemble du peuple kanak les apports positifs de l'expérience d'auto-organisation de l'occupation de Thio. C'est à cela qu'il s'employa, n'hésitant pas à parcourir tout le pays, à traverser Nouméa clandestinement lorsqu'il le fallait. C'est cette capacité d'organisateur, de militant nationaliste radical qui effraya

les Caldoches et les autorités colonialistes. Dès lors, s'orchestra une véritable campagne de haine, visant à dénaturer sa véritable personnalité. Campagne qui créa les conditions de son assassinat.

Nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion de rencontrer Eloi Machoro aussi bien en France qu'en Nouvelle-Calédonie. Nous avons appris à connaître ce militant modeste à l'apparence parfois même effacée, aux antipodes du portrait de militaire sanguinaire qu'une partie de la presse a dressé. Eloi était un militant chaleureux, ouvert à tous les débats politiques, passionnément dévoué à la cause de son peuple. Il avait horreur du mensonge et de l'hypocrisie et allait toujours droit au but avec une extrême franchise. C'est par un fraternel et ironique « *C'est seulement maintenant que tu arrives !* » qu'il accueillit l'un d'entre nous à Thio en décembre. Plus grave quoique le sourire aux lèvres, il raconta comment quelques jours auparavant, les gendarmes, en tentant une opération aéroportée, avaient essayé de « mettre en sécurité le ministre de la Sécurité ». Eloi connaissait les risques qu'il encourait. Et lorsqu'on lui demandait s'il n'était pas inquiet de voir les fascistes mettre tous les moyens en œuvre pour l'abattre, il nous répondit : « *S'ils me tuaient, ils prendraient le risque qu'apparaissent des centaines et des milliers d'Eloi Machoro dans la jeunesse kanake.* »

Camarade Eloi, ton combat continue.

Claude Gabriel
Vincent Kermel
Alain Krivine



Vu et revu

La haine du révolutionnaire

L'assassinat d'Eloi Machoro et les émeutes de Nouméa ont permis à la presse nationale de briller. Les chaînes de télévision ont commencé leurs éditions de la mi-journée du samedi par monter, sans commentaire à Antenne 2, les scènes de fraternisation entre les caldoches et les blindés de la gendarmerie. Avant de repasser une interview d'Eloi Machoro, TF 1 de son côté reproduisait, au préalable, un billet d'avion pour Tripoli. Entendez bien, « Machoro » (il ne mérite ni « monsieur » ni même son prénom) était un terroriste à la solde des Libyens, et les caldoches, des bons Français et pas des basanés, sont reconnus comme tels par les gendar-

mes français. Quoi de plus « naturel » que cette obscène explosion de joie qui accueille la nouvelle de la mort de celui qui cristallisait la haine pour les Kanaks qui réclament leur terre et leurs droits. Au fil des heures, les journaux télévisés expurgeront de leurs éditions ces scènes d'émeute.

Cette haine est la haine du révolutionnaire; elle transpire de la plume des journalistes de la presse écrite.

« *Le leader rebelle Machoro (...) c'était la haine et la violence à l'état pur. On a presque envie de dire à l'état sauvage* », écrit le grand civilisé Thierry Desjardins dans le *Figaro*. Lui qui n'imagine un Kanak qu'avec des

plumes vomit copieusement sur le cadavre encore chaud du dirigeant du FLNKS : à Thio, « *il terrorisa la population. Il organisa le pillage, permit le viol.* » Vous vouliez une preuve qu'il s'agit d'un primitif? Desjardins l'administrateur : « *un BEPC difficilement arraché* » signe l'infériorité de l'indigène. La lecture, en se pinçant le nez, du *Figaro*, nous renseigne également : aux gendarmes, « *Machoro aurait répondu que lui et ses hommes se feraient tuer plutôt que se rendre.* » De là à expliquer qu'il n'y avait pas le choix...

Le *Quotidien de Paris*, sans doute bouclé trop tôt, a loupé l'occasion de cracher sur Eloi Machoro,

ce qui explique peut-être qu'il se fasse les dents sur l'ethnologue Jean Guiart, les émeutiers ont brûlé sa maison à Nouméa. Après un ramassis d'informations qui ennoblissent la profession de journaliste pour l'élever à celle de fouille-merde, l'article se conclut ainsi : « *Ce qui se passe aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, on peut dire que Jean Guiart l'a voulu. Ce qui n'exuse en rien bien entendu, même si cela les explique, les actes de vengeance dont lui et les siens sont les cibles.* »

C'est la même logique, plus insidieusement présentée, qui parcourt les colonnes de *Libération*, du *Matin* et du *Monde*. « *L'un des chefs indépendantistes*

les plus durs », souligne le *Matin*; « *Le chef de guerre kanak, tué au cours d'affrontements armés avec la gendarmerie* », annonce prudemment *Libération*. Bref, un banal accident du travail en quelque sorte, la fatalité...

Le *Monde* précise qu'en quittant Thio, Eloi Machoro a contrevenu « à un accord — au moins tacite — qu'il avait passé avec M. Tjibaou ». L'envoyé du *Monde*, qui avait eu le temps de noter la « démarche de grand félin fiévreux » d'Eloi Machoro, agite la menace : « *Mais si M. Tjibaou, cédant à sa base et faisait violence à sa nature profonde, rompt avec le délégué du gouvernement, il entraîne à coup sûr la Calédonie*

dans un bain de sang. » Relisez bien, tout est clair : si le FLNKS n'accepte pas de négocier sur la base du plan Pisani, c'est lui qui portera la responsabilité d'un bain de sang.

La presse nationale a rivalisé pour faire venir le cœur aux lèvres ce que l'agence Tass a qualifié d'« affaires intérieures de la France ». Comment ne pas être écoeuré devant cette boue répandue sur le cadavre d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro, quand cette même presse se répand en lamentations sur le sort des colons? Comment s'empêcher d'avoir un goût de cendres dans la bouche en refermant les quotidiens ou en éteignant la télé?

Jean-Jacques Laredo

Madame la Misère...

La charité des coupables

La semaine dernière, le froid et la misère ont provoqué cinquante morts en Europe, dont une trentaine en France. Des hommes et des femmes sont morts parce qu'ils n'avaient pas de logement ou pas de chauffage.

A ce constat terrible viennent s'ajouter les quinze mille sans-abri de la région parisienne, dont le revenu ne dépasse pas 50 F par jour et plus d'un million de chômeurs exclus des droits à l'indemnisation.

Sur ces pauvres, le gouvernement verse des larmes de crocodile et prend des mesures d'assistance ponctuelles et de faible efficacité. Il faut « créer les conditions de la reprise », dit Bérégovoy, et pour cela il annonce encore des cadeaux aux patrons sous forme de baisse du taux d'intérêt des banques et la poursuite de la politique de rigueur pour les travailleurs. A ceux qui licencient, il fait des cadeaux et montre le Japon et les Etats-Unis en exemple — quelle aubaine pour les patrons. A ceux qui sont licenciés — les travailleurs —, il supprime les droits et propose la charité.

Ainsi, c'est le gouverne-

ment de Mitterrand, élu avec les voix des travailleurs, qui précipite lui-même la marche vers la société à laquelle rêvent les patrons. Société où toute une partie des salariés sera rejetée dans une situation de non-droit, de misère et de marginalité, pieds et poings liés.

Nous sommes partisans d'une solidarité qui est à l'inverse de toutes les formes de charité dont le gouvernement s'entretient avec l'abbé Pierre. Cette solidarité vise à redonner toute leur dignité aux travailleurs jetés dans la misère en les associant aux combats de tous contre le chômage, pour la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières, la réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures dans un premier temps.

On nous parle d'assistance. Nous exigeons des droits. Il est urgent pour toutes les organisations du mouvement ouvrier de contribuer à l'organisation des chômeurs aux côtés des travailleurs actifs.

Leurs sorts sont liés, leurs intérêts identiques. Car la misère qui frappe les uns grignotera tôt ou tard les droits des autres.

Sonia Folloni

Alençon: la descente aux enfers

La misère: une fatalité venue d'ailleurs? Un témoignage du comité d'action contre le chômage d'Alençon permet d'appréhender la réalité sordide de cette véritable « descente aux enfers » subie aujourd'hui par une partie de la population. Alençon se situe dans le département de l'Orne, où le nombre de demandeurs d'empl. a augmenté de 12 % entre octobre 1983 et octobre 1984.

La perte de l'emploi signifie pour beaucoup de travailleurs le début d'une spirale infernale qui aboutit à une complète négation de tous leurs droits. On leur coupe l'électricité, le gaz, on les expulse de leur logement et on leur enlève leurs gosses quand ils en ont.

Monique et Yvon G. habitaient depuis 1968 dans un pavillon du chemin des Planches appartenant aux HLM. Monique est une ancienne OS; elle travaillait chez Moulinex. Elle est au chômage depuis 1981, après avoir été licenciée. Lui, ancien marin, cariste deux ans chez Carrier, puis stagiaire dans un centre de FPA, il est également au chômage

depuis 1981. Tous deux sont inscrits à l'ANPE mais ne perçoivent plus d'allocation chômage. Leur seul revenu, versé par le bureau d'aide sociale: 182 F tous les quinze jours pour les deux.

Avec eux habite Eugène M., qui fait figure de privilégié: il touche une pension de 1 390 F tous les trois mois. Il n'est pas difficile de comprendre qu'ils étaient dans l'impossibilité de payer leur loyer, aussi modique soit-il (130 F par mois). Le 23 juin, ils sont convoqués par la préfecture. Rien ne se dégage. Trois mois après, le 18 septembre, une assistante sociale vient leur proposer une solution.



Il s'agit de deux stages de six mois et d'un logement en foyer, l'un à Rouen et l'autre à Rennes ou à Caen. Leurs meubles seraient mis au garde-meubles. Le couple refuse énergiquement. Le lendemain matin, un huissier et des policiers en civil leur font quitter les lieux manu-militari.

C'était là l'œuvre des pouvoirs publics et de la « cellule de traitement social des expulsions » mise en place par le préfet.

Cette affaire scandaleuse fit grand bruit à Alençon, ce

qui obligea la préfecture à trouver une autre solution. Ces gens ont été maintenus dans leur logement, à condition que la location soit au nom d'Eugène et le loyer prélevé tous les trois mois sur sa pension!

Le comité contre le chômage demandait, lui, l'arrêt de toute expulsion pour les chômeurs et la réquisition par la préfecture des appartements susceptibles d'être « évacués ». Cela bien sûr n'a pas été retenu. Cette solution remettait trop de choses en cause.

Sedan: la lutte contre la pauvreté

A Sedan, dans les Ardennes, Jacques Morman, président de la section de la Confédération nationale du logement (association de locataires) du quartier avenue de la Marne, a participé à la mise en œuvre d'une des trois mesures prises par le gouvernement le 17 octobre dernier pour lutter contre la pauvreté.

● Comment cela a-t-il été organisé, et quelle en a été l'efficacité ?

Le quartier de l'avenue de la Marne est l'un des plus pauvres et des plus ouvriers de la ville. Plusieurs associations, dont la nôtre, le Secours catholique, le bureau d'aide sociale et la DASS étaient chargés de répartir les dons, les excédents agricoles. Tout cela était dirigé au niveau de la ville par une commission extra-municipale. On devait donner aux gens des pommes de terre, des pommes, du beurre de Noël, du lait, des boîtes de

conserves, du fuel et du charbon.

Pour cela, nous avons fait appel aux gens, nous leur avons demandé de remplir des fiches sur leurs revenus. Nous avons ainsi dénombré quatre cents foyers — il y a 25 000 habitants à Sedan — dont le quotient familial est au-dessous de 1 200 F par mois. Parmi ceux-ci, la majorité ont un quotient au-dessous de 700 F et 42 foyers ont un quotient familial égal à zéro, c'est-à-dire sans aucune ressource!

Au bout du compte, nous n'avons distribué qu'une centaine de sacs de pommes de terre, et c'est tout!

Nous savons qu'il y a quatre tonnes de steak haché, mais nous pensons qu'elles vont aller dans les cantines scolaires. Nous avons obtenu lors des dernières municipales un certain nombre de revendications pour les chômeurs, notamment les transports gratuits et la cantine scolaire gratuite pour les gosses. Mais ces acquis sont grignotés petit à petit.

● Lors de cette intervention, quels sont les problèmes que tu as notés ?

Les gens demandent surtout de quoi se chauffer car il fait très froid. A ce propos, il y a 36 logements avenue de la Marne où 80 % des familles sont au-dessous du quotient de 1 200 F. La municipalité a eu la bonne idée de rénover ces appartements. Pour cela, il a fallu qu'ils installent un chauffage d'appoint électrique. Mais comme les gens ne peuvent pas payer, EDF leur a coupé l'électricité. Ils ont dû remplacer les chauffages électriques par un chauffage au fuel.

La question du logement est terrible. Car il y a les clochards — ils vont à l'asile de nuit —, mais il y a aussi les travailleurs qui sont au chômage depuis longtemps. La municipalité a prévu des lits dans un foyer avenue de la Marne et il y a également une association protestante, « La famille », qui accueille des sans-logis. L'argent reçu par le bureau d'aide sociale et par le Secours catholique est déjà épuisé. Il faut signaler aussi la situation des femmes seules avec enfants qui devient de plus en plus dramatique. Pour celles qui touchent l'allocation « parent isolé », le contrôle devient de plus en plus tâtonnant. Des enquêtes sont faites, du type « constat d'adultère ». Toute trace du passage d'un homme à la maison fait supprimer l'allocation. La CAF, qui avait « autorisé » les visites le samedi et le dimanche vient de les remettre en cause...

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

janvier 85 / 14 fr.

Sommaire

Le Waterloo social rejeté !

XXV^e Congrès du PCF
Les craquelures du carcan

CREUSOT-LOIRE

LES MEFAITS ORDINAIRES
D'UN GROUPE FINANCIER

Réponse de Lutte ouvrière à la LCR

Notes sur l'écrivain révolutionnaire
Denis Diderot (II)

Index des articles
parus en 1984



L'emploi, le premier des droits

Le drame du chômage reste entier. Et les prévisions sont sans ambiguïtés : les profits patronaux s'accroissent, à mesure que les rangs de chômeurs se gonflent. La réponse ? « La semaine des 35 heures créée et assure des emplois, elle combat le chômage », affirmaient simplement les syndicalistes de la métallurgie allemande à la veille de leur mouvement de grève.

► **Régions d'abord le compte des profits patronaux : ils continuent leur ascension.** La dernière enquête de l'INSEE l'indique. Du premier semestre 1983 au premier semestre 1985, l'indice officiel mesurant les profits industriels s'est élevé de 37,7 % à 41,5 % (1). « On assiste donc en France, conclut l'hebdomadaire *l'Usine nouvelle*, à la confirmation d'une tendance que l'on décelait déjà dans les précédentes études de l'INSEE : un partage de la valeur ajoutée beaucoup plus favorable aux entreprises. »

Les patrons ont senti la tendance : 52 % d'entre eux prévoient une nouvelle amélioration de leurs résultats en 1985 selon l'enquête annuelle réalisée par l'hebdomadaire *l'Expansion*, contre 31 % en 1983 et 47 % en 1984. A l'inverse, 15 % des patrons consultés prévoient une dégradation de leurs résultats cette année, contre 31 % en 1983 et 34 % en 1984. « Il apparaît nettement que les entreprises françaises poursuivent leur mue, conclut *l'Usine nouvelle*, la baisse des effectifs, la stabilisation des rémunérations, le ralentissement de l'inflation, les efforts de modernisation des équipements, une meilleure santé financière en sont des signes révélateurs. »

► **Toujours plus de profits et toujours moins d'emplois.** Les résultats de l'enquête de *l'Expansion* évoquée ci-dessus sont clairs : tandis que 45 % des entreprises prévoient de réduire leurs effectifs en 1985, contre 38 % en 1983 et 48 % en 1984, 15 % des entreprises seulement envisagent un accroissement du nombre de leurs salariés cette année contre 29 % en 1983 et 21 % en 1984.

Toutes les régions sont touchées. Elles ont déjà connu une baisse générale des effectifs salariés en 1983, certaines frisant ou dépassant les moins 3 % telles le Nord-Pas-de-Calais (-3,2 %), la Champagne-

Ardenne, la Lorraine ou l'Auvergne (-2,9 %), la Corse (considérée comme une région française par les statistiques officielles) battant tous les records avec -5,4 %. la tendance est restée la même en 1984.

Sous un autre angle, la photographie des branches industrielles de *l'Expansion* est tout aussi noire pour 1985. A l'exception de l'informatique où la tendance serait à la hausse des effectifs, et des transports routiers où ceux-ci devraient stagner, toutes les branches affichent des effectifs en baisse. Que les prévisions de production soient en hausse pour 1985, comme dans la construction électrique, l'automobile et le papier carton, ou qu'elles soient en baisse comme dans le bâtiment, les travaux publics, les textiles artificiels ou synthétiques.

En 1984, le nombre des chômeurs s'est accru de 13 %, il a dépassé le cap des 2,5 millions en décembre, le cap des 3 millions devrait être atteint en 1988.

Les pronostics vont loin. Dalle, auteur du rapport sur les projets de restructuration de l'automobile, prévoit 74 000 suppressions d'emplois d'ici 1988. Les études globales, menées au niveau de la communauté européenne, dans le domaine des industries de la biotechnologie et des technologies de l'information, prévoient qu'entre 1980 et 1990, leur utilisation créera 1,8 million d'emplois et en supprimera 7 millions. La perte sèche se chiffre ainsi à 5,2 millions de postes de travail en moins.

► **La France n'est pas une exception.** Le prétexte de son retard industriel n'est qu'un leurre. Les syndicalistes de la métallurgie allemande — réputée moderne — constataient ainsi dans une des brochures diffusées à la veille de leur grève pour la semaine de 35 heures : « Depuis la mi-81, les patrons ont les conditions qu'ils

souhaitaient. Les profits bruts ont augmenté de 16 %, les salaires réels ont baissé de 2 %. Le chômage a doublé. » Si rien n'est entrepris, soulignaient-ils, « il y aura en 1990 au moins six millions de citoyens sans travail ! Un sur cinq ! »

De l'Angleterre où les mineurs luttent pour leur emploi depuis dix mois, à l'Espagne où les travailleurs des chantiers navals luttent depuis plus d'un an, l'avenir que nous promettent les patrons est identique. L'obsession patronale est japonaise. Dalle nous l'a encore répété au grand jury RTL-*le Monde* du 13 janvier : « C'est la seule voie pour s'en sortir ». « Fluidification de la production, fournisseurs qui travaillent à la demande ». Inutile d'épiloguer : dites flexibilité, nous répète le docteur. Sans que le chômage disparaisse d'ailleurs. Au Japon, il a même tendance à croître.

Ce modèle dictait les exigences patronales sur la flexibilité qui viennent d'être rejetées unanimement par les militants syndicaux et les travailleurs. Les mauvais coups contre les travailleurs actifs viennent d'être déviés. Le problème du chômage reste entier.

« La semaine de trente-cinq heures créée et assure des emplois, elle combat le chômage, affirmaient simplement et clairement les métallurgistes allemands de l'IG-Metall à la veille de leur mouvement de grève, chacun travaille moins, les chômeurs ont à nouveau du travail, c'est imparable. » Ils rappelaient, au passage, que « si les ouvriers travaillaient aujourd'hui aussi longtemps qu'en 1960, il y aurait déjà, chez eux, plus de 6 millions de chômeurs ».

► **Le droit au travail est aujourd'hui le premier des droits de l'homme.**

Mais s'il figure aujourd'hui en bonne place dans la Constitution de notre pays, il est quotidiennement nié à des millions de chômeurs, aux femmes qui doivent accepter au nom de contraintes multiples de se contenter d'un droit partiel, le travail partiel ; aux jeunes dont l'horizon est bouché en fin d'études ; aux immigrés rejetés et poussés à retourner dans leur pays après avoir produit des années durant pour le nôtre ; aux travailleurs des branches industrielles subissant la menace permanente des mesures de modernisation et du cortège de licenciements qui les accompagnent.

Le droit au travail est aujourd'hui synonyme du droit de vivre. Rien ne doit pouvoir le mettre en cause. Et si ce droit passe par l'application généralisée de la semaine de trente-cinq heures pour tous en

cinq jours, disons simplement que la semaine de trente-cinq heures est aujourd'hui une des premières conditions du respect des droits de l'homme.

De l'usine à l'ANPE, des lycées aux chantiers, aux bureaux et aux ateliers, la revendication des trente-cinq heures est une exigence commune, au-delà des différences, contre un ennemi commun : le chômage.

► **Les patrons ont certes d'autres desseins.** Ils prétendent maintenir des millions de travailleurs sans emploi, et peser ainsi sur les salaires, le niveau de vie des actifs.

Raison de plus pour que tous ceux qui en ont assez de subir les quatre volontés d'une infime minorité d'exploiteurs se rassemblent, participent à la construction d'un mouvement unitaire des travailleurs, de leurs organisations syndicales, des associations de chômeurs, des organisations des femmes, des jeunes et des travailleurs immigrés.

L'incertitude n'est pas de mise. Prévisions, chiffres, statistiques et pronostics patronaux sont clairs : les patrons, avec la bénédiction du gouvernement, sont décidés à ce que cela dure. C'est un front unitaire de résistance des travailleurs contre les coups qu'ils mijotent que tous ensemble nous devons mettre sur pied, pour leur répondre.

Il est possible que les travailleurs en lutte et leurs organisations syndicales se contactent pour coordonner leurs forces, pour les trente-cinq heures, l'unité d'action sans préalable. Il est possible que la semaine de trente-cinq heures devienne un refrain permanent au sein des organisations syndicales, un moyen de tisser des liens avec les chômeurs, de les aider à s'organiser à se regrouper pour se défendre. Il est possible de préparer à la mesure des forces de chacun une vigoureuse action de propagande, d'éducation, pour faire du droit au travail le premier des droits. Il est possible que tous ceux qui partagent cette volonté d'en finir avec le cancer du chômage s'entendent, s'unissent, et préparent ensemble un plan d'action pour faire vivre les 35 heures pour tous.

A la LCR, cette tâche nous paraît être la première.

Michel Morel

1. Ce rapport qui sert habituellement à mesurer la santé des entreprises est égal à l'excédent brut d'exploitation (valeur ajoutée diminuée des impôts sur la production et des salaires et charges)/valeur ajoutée (chiffre d'affaire diminué des prix des produits consommés par l'entreprise).

CGT

«Et pourquoi pas une grève générale?»

Depuis le 5 septembre 1984, à Bordeaux, Henri Krasucki parle de mouvement d'ensemble. D'interview en déclaration, il a fini par faire entériner ses déclarations par la commission exécutive confédérale du 9 janvier 1985. La direction de la CGT reprend donc le leitmotiv de son secrétaire général, « et pourquoi pas une grève générale ? ». En effet, pourquoi pas...

La commission exécutive de la CGT, réunie le 9 janvier, a formellement approuvé les thèmes développés par Henri Krasucki dans la presse, notamment dans l'Humanité du 7 janvier et le Figaro du 17 décembre.

Elle reprend à son compte la formule interrogative employée par le secrétaire général, et qui fait la une de la Vie ouvrière du 14 janvier : « Et pourquoi pas une grève générale ? »

Pourquoi pas, en effet.

Les raisons de préparer un tel mouvement

La déclaration de la commission exécutive, publiée dans l'Humanité du 11 janvier, puis dans la Vie ouvrière du 14 janvier, donne les considérants d'une telle perspective, dont beaucoup ne peuvent qu'être partagés par les syndicalistes unitaires.

« Les milieux dirigeants du capital et le CNPF s'acharnent à casser un maximum, rapidement, dans tous ces domaines. Les profits ne sont pas investis mais servent à la spéculation et à l'enrichissement parasitaire. »

Ce jugement sur les attaques patronales est correct.

« Le gouvernement cède à ces pressions et prend des mesures allant dans le même sens. Des secteurs entiers de notre potentiel industriel sont menacés d'amputations

graves à brève échéance. Les effectifs sont en recul dans les services publics au détriment des besoins sociaux de la population.

« Le secteur des services et de la distribution licencié également. L'agriculture et l'agro-alimentaire rencontrent de graves difficultés. »

Quel syndicaliste lucide sur les méfaits du gouvernement peut être en désaccord avec de telles affirmations, surtout si l'on y ajoute les méfaits des trois gouvernements Mauroy depuis septembre 1981, date effective de l'arrêt des rares mesures sociales positives prises dans l'euphorie de l'après-10 mai 1981 ?

La note discordante dans les justifications de la grève générale repose dans l'affirmation chauvine de la défense de la nation, prise comme un tout non contradictoire, dans lequel il n'y aurait pas de classes antagoniques mais seulement des citoyens œuvrant à la réussite du pays.

N'en demeure pas moins vraie l'affirmation de la CE selon laquelle « tous les acquis sociaux du monde du travail, fruit de dizaines d'années de lutte, deviennent des obstacles insupportables au capital ».

Organiser le débat de masse

Ces considérants établis, la commission exécutive de la CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à débattre de ses propo-

sitions. Bien sûr, la CE ne définit pas une ligne, au sens du centralisme démocratique, applicable par toutes les organisations de la CGT, car la CE n'est pas le comité central d'un parti politique ouvrier. Mais les propositions qu'elle avance sont particulièrement adéquates à la situation.

Voilà ce qu'elle propose aux syndicats de la CGT et aux travailleurs : « Tout de suite, dans les entreprises, sur toutes les revendications et vos problèmes, assurez le succès des actions engagées : décidez ensemble, avec la CGT et tous les syndicats qui le voudront, d'initiatives de lutte. »

N'est-ce pas là un bon appel à la discussion régie par la démocratie ouvrière, où, en assemblée générale, travailleurs et syndiqués de tous les syndicats ouvriers confrontent leurs points de vue afin qu'en dernier ressort l'ensemble des travailleurs présents puissent trancher collectivement, par aèl les divisions syndicales ?

L'appel se poursuit, dans la même tonalité unitaire, et élargit la consigne aux problèmes communs à l'ensemble de la classe ouvrière : « Tout de suite, informez et discutez entre vous de la gravité de la situation, de la communauté des dangers pour tous les salariés, de la nécessité et des moyens d'être enfin entendus. »

« Tout de suite car le temps presse et parce que personne ne sera épargné, débattre de la question que vous pose la CGT : pour repousser de si graves dangers, ne faut-il pas enfin peser de tout votre poids collectif ? Ne faut-il pas lever un courant irrésistible sans craindre de créer tous ensemble avec la force nécessaire un vaste mouvement revendicatif d'envergure nationale ? Ne faut-il pas envisager une grève générale pour exprimer le refus de l'inadmissible et la volonté de voir pris en compte ce que vous avez voulu ? »

Tout syndicaliste attaché à la démocratie ouvrière et à l'unité des syndicats et des travailleurs devrait prendre au pied de la lettre de tels appels au débat collectif dans les entreprises. Quelle meilleure consigne pouvait prendre la CE de la CGT pour créer un véritable débat de masse dans les

entreprises et au niveau national sur la perspective d'une grève générale ?

Car il est évident qu'une grève générale, ça se prépare, et notamment par un véritable travail de conviction dans les rangs ouvriers, pour rendre crédible un tel mot d'ordre. Il ne s'agit pas de lancer une action trop tôt, avant que les tâches de persuasion en profondeur, de préparation de l'opinion ouvrière ne soient réalisées en commun et dans l'unité par les syndicalistes, dont ceux de la CGT, et les travailleurs les plus décidés.

Rien ne serait plus néfaste à la mobilisation qu'une action prématurée. Aussi convient-il de jeter toutes ses forces dans la bataille de préparation, sans griller les étapes, mais sans trainer les pieds.

Clarifier les objectifs de la grève générale

Il reste à préciser les buts que se fixe un tel mouvement, et bien sûr ses formes.

Henri Krasucki, à TF 1 le 10 janvier, indiquait que cette grève générale « ne devait pas être de vingt-quatre heures, mais un mouvement plus important ». C'est une évidence. Par définition, une grève générale possède un caractère reconductible et illimité, unitaire et interprofessionnel.

Henri Krasucki reste évasif dans sa proposition de grève générale, quand il déclare : « Je ne sais pas dans combien de temps pourrait avoir lieu cette grève, ni combien de temps elle pourrait durer. Ce sera ce que les travailleurs voudront. Nous ne leur donnons pas d'ordre... »

Pour les syndicalistes unitaires, il ne s'agit pas de voir dans cette proposition de grève générale une variante possible du « tout dépend de vous », une espèce de proposition qui dirait, nous, CGT, sommes prêts, mais les travailleurs...

Pour éviter ce piège, clarifier les objectifs du mouvement est une tâche décisive. Il s'agit de lutter pour l'emploi, d'abord. Pour le droit à l'emploi pour tous, licenciés économiques et jeunes arrivant sur le marché du travail, Français et immigrés, hommes et femmes. Pour l'arrêt immédiat des licenciements gouvernementaux et patronaux, et pour l'application immédiate des trente-cinq heures sans contrepartie salariale. Il s'agit également de lutter contre toutes les formes de travail précaire, temps partiel, intérim, contrats à durée déterminée. Et bien sûr pour le maintien intégral et la progression des salaires directs, et de la Sécurité sociale.

Le débat doit porter, parmi les travailleurs et les syndicalistes, sur l'affirmation d'objectifs communs, interprofessionnels, facilitant l'unité du mouvement.

Le débat doit porter aussi sur les actions à mettre en œuvre pour remobiliser l'ensemble des travailleurs, et préparer ainsi les rangs ouvriers à un combat décidé, qui se fixe pour but de gagner, de faire reculer le gouvernement sur sa politique, de porter un coup d'arrêt aux attaques patronales.

Préparer la grève générale

L'appel de la commission exécutive de la CGT est sans doute plein d'arrière-pensées. Pour Henri Krasucki et la direction, sans doute y a-t-il là plus l'intention de jeter les bases d'un appel d'en haut à une grève nationale CGT, de mettre la CGT en mesure de répondre aux initiatives de Force ouvrière et de galvaniser les troupes sans prendre la peine ni le temps de remobiliser en profondeur.

Toute naïveté à ce sujet serait à bannir. Mais rien ne serait pire que de ne pas profiter de l'appel de cette commission exécutive, quelles que soient les manœuvres en cours.

Jean Lantier



LA SEYNE

Reprise la tête haute

Après un an de lutte, les premiers licenciements sont tombés dans les chantiers navals. 5 000 suppressions d'emplois sont planifiées à Saint-Nazaire et Nantes (Alsthom-Atlantique), La Ciotat, Dunkerque, La Seyne (groupe Nord-Méditerranée). A l'appel de la CGT, les travailleurs seynois n'ont pas laissé passer le coup sans réagir.

Le travail a repris lundi 14 aux chantiers de La Seyne, après la mise en congé-conversion de 414 travailleurs. Un an, presque jour pour jour, après la montée sur Paris des ouvriers de la navale, la trahison des fédé-

rationnements CFDT, FO, CGC, et CFTC signant un accord avec l'UIMM planifiant 1890 suppressions d'emplois dont 500 conversions, n'a pas suffi à casser la mobilisation. Le gouvernement

L'hebdomadaire du PCI, *Informations ouvrières*, réussit ce tour de force remarquable de consacrer deux pages intitulées « *Que font les dirigeants ?* » dans le dernier numéro à la lutte des chantiers de La Seyne, critiquant exclusivement la CGT — citation de *Libération* à l'appui — sans

mentionner une seule fois l'existence et l'attitude des syndicats FO, CFDT, CGC. Dans le doute, on est amené à se poser la question : cet oubli volontaire est-il dû au fait que certains camarades du PCI local ont des responsabilités dans le syndicat FO du chantier ?

a dû, pour la première fois depuis la guerre, faire entrer les CRS dans le chantier.

Comme le disait Raymond Dimo, responsable de la CGT, au cours d'une assemblée : « *Nous avons tout fait, tout tenté, nous avons donné le meilleur de nous-mêmes et nous n'avons pas gagné.* » Mais Dieu, que la coalition patronat, droite, gouvernement, PS, FO, CFDT, CGC a eu du mal pour arriver à cela.

Le chantier occupé par les CRS

L'occupation des chantiers était décidée lundi 7 janvier par la CGT lorsque les travailleurs se retrouvèrent devant ce fait brut : au cours du week-end, le gouvernement avait préventivement fait occuper le môle et les vedettes en construction à l'intérieur du site par les gendarmes mobiles. L'aval des syndicats signataires des accords de congé-conversion avait été insuffisant, le gouvernement avait jugé bon de faire appel à la force brute. Pas question de travailler sous la menace. La CGT appelait en riposte à occuper de l'extérieur les portes du chantier, sous la neige et un froid intense.



Dès lors, un déluge d'appels à la reprise du travail s'est répandu sur la ville et dans la presse varoise. Patronat et gouvernement ne suffisant plus, les unions départementales FO, CGC, et CFDT signaient dès mardi 8 un incroyable appel : « *Il faut que le travail reprenne et que toutes les actions possibles se situent hors de l'entreprise, dans le calme.* »

Les mêmes ont passé la semaine à tenter de provoquer l'échec de la manifestation appelée mercredi 9 par la CGT. Tel des poupées russes, chacun essayait de s'appuyer sur l'autre. Scaglia, maire UDF de La Seyne, acceptait la manifestation « *à condition que l'unité syndicale soit réalisée.* » FO posait pour condition « *la levée de l'occupation.* » Les élus socialistes seynois se fendaient d'une déclaration historique, reproduite par la presse : « *Dans le chantier, l'ordre doit être maintenu et le travail doit continuer.* » Cette déclaration à l'ombre des CRS équivaut à un suicide pour les responsables socialistes seynois au cas où de nouvelles élections municipales qui sont pour la seconde fois en voie d'annulation auraient lieu. Elle faisait aussi la joie du quotidien local *Var Matin*, propriété de Gaston Defferre. Constatant l'éclatement du comité de soutien naval, ce journal pariait sur l'échec de la mobilisation. Dissertant sur « *une classe ouvrière démolie* », il tirait « *La CGT isolée* », ajoutant le lendemain, « *la mobilisation fond comme neige au soleil.* »

Surprise, mercredi 9 : la neige avait fondu, pas la mobilisation. A l'appel de la seule CGT soutenue par le PCF, le SNES, la LCR, le Comité de femmes, trois mille manifestants dont deux mille des chantiers, calmes, la colère rentrée, déambulaient dans La Seyne. Moins que d'autres fois, mais assez pour faire baisser

d'un ton tous ceux qui avaient voulu faire échouer ce rassemblement.

Questions, débats incertitudes

Les lendemains de lutte n'en restent pas moins incertains. Les CRS occupent toujours le chantier. Le nombre des grévistes en piquets devant les portes du site se réduisait. La grève pouvait-elle durer sans le renfort des autres chantiers navals du pays touchés par les licenciements ? Cet horizon restait bouché par une division syndicale entre les fédérations, enracinée sur le plan national, doublée d'une répartition des forces sur chaque chantier, différente de celle de La Seyne.

Tandis que les fédérations syndicales, la fédération CGT comprise, restaient l'arme au pied, la CGT du chantier au sein de laquelle les questions et les débats sont animés, décidait d'or-

ganiser un vote à bulletin secret pour la poursuite de l'occupation, ou la reprise du travail en continuant la lutte sous d'autres formes. Elle proposait pour sa part la poursuite de l'occupation. Vendredi 11, 747 travailleurs votaient en ce sens, 1720 pour la reprise, 69 % des votants environ. Un résultat accueilli par la colère et les pleurs de nombreux syndicalistes. Il ne traduit pourtant pas un recul de la confiance des travailleurs dans le syndicat, mais plutôt le sentiment d'être allé jusqu'au bout de la riposte. Il reflète aussi la division introduite dans les rangs des salariés par la multiplication des statuts offerts aux licenciés : départs en pré-retraite, mutations aux chantiers voisins de La Ciotat, ou l'arsenal de Toulon qui fait face aux chantiers de La Seyne...

Le désarroi politique a également pesé dans la balance. Le PS et le PC ignorent toujours superbement le projet de loi de nationalisation du groupe Nord-Méditerranée, auquel appartient le chantier de La Seyne, proposé par la CGT avec l'accord de la CFDT et de FO, et approuvé l'hiver dernier par les travailleurs seynois. « *Normed* » reste donc, avec l'accord du gouvernement, aux mains du groupe Empain-Schneider, libre de démanteler le groupe après Creusot-Loire !

Lundi 14, les travailleurs reprenaient le travail exigeant au préalable le retrait des uniformes occupant le site. Les débats et les questions en forme de bilan sont nombreux. Nous y reviendrons prochainement.

Charles Ming

CREUSOT-LOIRE

Des forces figées

Le Creusot est resté figé par l'accord signé le 19 octobre par la CFDT et la CGC, rejeté par la CGT. Celui-ci planifie à la fois la reprise d'une partie des entreprises du groupe Creusot-Loire et 1 500 licenciements parmi les 7 400 travailleurs des sites concernés.

Fin décembre, les deux cents premiers licenciés du Creusot recevaient leur lettre de licenciement. La mobilisation de riposte appelée par la CGT est restée pratiquement sans effet. Elle a été annihilée par la division entre les deux syndicats qui comptent dans l'entreprise. Tandis que la CGT était approuvée dans son refus du plan de reprise d'Usinor et de Framatome par 51 % des travailleurs du Creusot, la CFDT recueillait par défaut — elle ne participait pas à la consultation — 49 % d'approbation de la part des votants.

La CGT a mis en place une structure visant à obtenir la réintégration rapide des licenciés dans les usines des Creusot-Loire, et la

CFDT, de son côté, a constitué un comité chargé de surveiller le déroulement des congés de reconversion, le reclassement des licenciés dans les entreprises qui devraient créer des emplois localement.

La CFDT avait saisi l'accord proposé par le gouvernement comme la dernière branche au-dessus du précipice du démantèlement du groupe. La CGT, soutenue par le PCF, s'est rabattue sur un plan de sauvetage mis au point par M. Robleu, cadre financier du groupe Creusot-Loire. Celui-ci n'en prévoyait pas moins 1 700 licenciements à venir pour la « *remise en marche de l'entreprise.* » Une étrange symétrie parcourait la double page spéciale de l'*Hu-*

manité de bilan de l'année 1984 : le portrait de Pineau-Valencienne, P-DG du groupe Empain-Schneider, dans la page des hommes dont « *on a trop parlé* » ; la photo de M. Robleu lui faisant face dans la page des hommes dont il aurait fallu parler plus.

Le Creusot divisé, les autres sites du groupe, à Rives de Giers et à Saint-Chamond, près de Saint-Etienne se sont mobilisés seuls, et de façon séparée début janvier.

Au total, l'opération Empain-Schneider se traduit par la disparition nette de milliers d'emplois dans les régions concernées et son coût est évalué à six milliards environ pour les fonds publics. Les crédits versés par l'Etat au groupe Nordmed, autre filiale du groupe Empain (voir ci-dessus) en 1984, s'élèvent eux, à plus de quatre milliards pour 3 000 emplois supprimés. Les travailleurs ont affronté dispersés ces attaques dues à un même état-major. On ne peut jeter une lumière plus crue sur l'indifférence coupable des organisations syndicales, des fédérations aux confédérations.

M. M

La première question

Au cours de l'année dernière, les chantiers navals de La Seyne, Creusot-Loire ont joué, chacun à leur tour, le rôle de luttés phares qui défendaient l'emploi. La CGT de La Seyne a été l'artisan, l'hiver dernier, d'une montée nationale à Paris des travailleurs du groupe Nord-Méditerranée (La Seyne, La Ciotat, Dunkerque) et, du dépôt des groupes parlementaires d'un projet de loi de nationalisation garantissant l'emploi. La CGT et la CFDT du Creusot cantonnèrent leur lutte sur la localité, défendant chacune un plan de reprise avec licenciements, proposé par Usinor et Framatome pour la CFDT, par un cadre financier de Creusot-Loire pour la CGT.

sot-Loire pour la CGT.

Quelles que soient les différences dans la conduite de leurs luttes, quelles que soient les critiques que l'on fasse à telle ou telle position prise par chacun, c'est d'abord aux fédérations et confédérations syndicales que doit être posée une question. Qu'ont-elles fait pour conjuguer les forces des travailleurs en lutte pour l'emploi ? Qu'ont-elles fait pour faire converger les luttes déjà existantes ? La réponse est rapide : rien ou presque ! Le constat est d'autant plus accusateur que les deux groupes concernés, Creusot-Loire et Nord-Méditerranée dépendent d'un même exploitateur : Empain-Schneider.

TOULON

La CFDT et la CGC aident les nouveaux patrons

La CFDT et la CGC du Var s'associent dans un groupement d'intérêt économique à « l'aide aux créateurs d'entreprises ».

On pouvait lire dans le quotidien régional le « Var Matin » du 14 janvier un compte rendu de l'inauguration des locaux créés à cet effet, en présence de Jean-Paul Jacquier, dirigeant national de la CFDT.



Jean-Paul Jacquier, membre de la direction confédérale de la CFDT, porte un toast aux créateurs d'entreprises avec les responsables départementaux de la CFDT et de la CGC.

L'inauguration avait une certaine allure d'après le *Var Matin*. « M. Le sous-préfet Abad [l'a] honoré de sa présence, de même que M. Nicoletti, vice-président du Conseil général et M. Malaussena, secrétaire général du Conseil général. » Les prises de paroles ont été nombreuses apparemment: le secrétaire général de l'union départementale CGC; celui de la CFDT, Jean-Paul Jacquier, membre de la commission exécutive de la CFDT; un certain M. Le Gravier chargé des problèmes du pôle de conversion Alsace-Lorraine (Tiens, représentait-il le pré-

fet Chèreque?). Ils ont souligné, selon le *Var matin*, « leur intérêt pour un organisme qui a su surmonter les divergences de doctrines syndicales pour viser avant tout l'efficacité ».

Le secrétaire de la CGC, Marc Coulet, a tenu « à remercier le conseil général et la direction départementale de la main-d'œuvre pour l'aide efficace apportée dans cette entreprise ».

Il souligna que 200 créateurs d'emplois avaient déjà pu être aidés. Concluant d'après *Var matin*, « Si l'on compte que chacun crée un emploi, ça fait quatre cents personnes qui ont

trouvé une raison de vivre. » Toujours selon le quotidien régional, le secrétaire de la CFDT, Denis Parichon, souligna pour sa part ce qu'« avait d'intéressant la mise en commun d'idées convergeantes dans la mesure où les syndicats ne renient pas leurs propres idées ».

Est-ce encore du syndica-

lisme se demanderont probablement certains de nos lecteurs? Oui, leur répondrait sans doute M. Abad, sous-préfet du Var qui, selon *Var matin*, qualifia le GIE d'« action exemplaire qui s'inscrit dans le pôle de conversion, dont l'idée principale est de mobiliser tout l'éventail des partenaires. Exemple aussi en tant

qu'alliance de deux syndicats avec les pouvoirs publics ».

Nous nous permettons de conclure ces larges extraits du quotidien régional du Var par quelques simples remarques. L'article en question d'abord a du faire se pincer plus d'un travailleur des chantiers de La

Seyne tout proches en lisant le *Var matin*, lundi. La CFDT départementale ayant singulièrement brillé par son absence au cours de la lutte contre les licenciements (voir page 10) qui s'y déroule. Ceci pouvant après tout expliquer cela.

Nos lecteurs qui s'étonnent en lisant cet article de la présence officielle à la cérémonie résumée ci-dessus de Jean-Paul Jacquier, dirigeant de la CFDT, auront, quant à eux, oublié de noter sans doute, qu'il était l'un des plus farouches partisans de la signature de l'accord sur la flexibilité du temps de travail avec le CNPF et la CGC. Il serait intéressant enfin — mais *Var matin* ne dit rien à ce propos — de savoir à quelle organisation Jacquier conseillerait aux nouveaux créateurs d'emplois d'adhérer: à la CFDT, le CNPF, la CGPME...?

P.M.B

Editorial des feuilles d'entreprises

Plus Mitterrand parle...

Décidément, François Mitterrand a beau faire et refaire ses beaux discours, sa politique ne se fait pas oublier.

Deux records historiques illustrent bien cette politique.

D'un côté, la Bourse de Paris, repère de toutes les spéculations, atteint le 12 janvier un indice record. En plus, le chiffre astronomique de vingt-six milliards de francs va être offert au titre des remboursements et des coupons aux porteurs de valeurs, et essentiellement aux grandes fortunes. Ce 12 janvier-là, la Bourse était en fête, et buvait à la santé des spéculateurs capitalistes. Elle vient couronner une année 1984 pendant laquelle le profit patronal est revenu à son niveau d'avant « le choc pétrolier ».

De l'autre côté, un autre record historique, mais pas dans le même genre: le nombre de chômeurs atteignait en novembre 1984, selon le recensement officiel de l'ANPE, 2 754 930! C'est dire qu'aujourd'hui, la cote des trois millions est atteinte. La quarantaine de pauvres, morts de froid (en 1985!), vient ajouter une note sinistre et honteuse à ce triste tableau.

Mitterrand, le président au service des patrons

La politique de Mitterrand tient en ces deux constats:

- Aider les capitalistes à spéculer, à faire du profit en licenciant. Mitterrand donne même l'exemple dans les entreprises nationalisées. Notamment — mais on a l'embarras du choix — à Honeywell-Bull, entreprise « de pointe » de l'électronique, qui se propose de licencier quelque neuf cents travailleurs.
- Appauvrir le pouvoir d'achat des travailleurs,

rendre leur travail précaire et instable, faire peser sur eux la menace d'un chômage en plein essor.

Et le président nous parle de « modernisation », de « redressement national »... Et il entend garder le même cap jusqu'en 1986. Ce faisant, Mitterrand est le meilleur pourvoyeur de voix à une droite qui attend l'heure de sa revanche, qu'elle fera payer le plus cher possible aux travailleurs.

Leur politique est celle du CNPF

Si Mitterrand ne débloque aucun crédit pour la création d'emplois et pour l'aide aux chômeurs, il trouve facilement des milliards pour ses guerres coloniales. Après l'opération Manta au Tchad, l'envoi des paras en Nouvelle-Calédonie, volant au secours des gendarmes qui viennent de fraterniser avec l'extrême droite caldoche, montre que les fonds spéciaux pour maintenir l'ordre colonial français ne manquent pas.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi un Barre et un Chirac se reconnaissent dans la politique suivie, jusque dans l'envoi de plus en plus fréquent des CRS contre les grévistes, jusque dans le licenciement sélectif des syndicalistes ouvriers.

La Bourse en fête au milieu de la meurtrière vague de froid, et pendant que le chômage atteint des sommets, c'est tout un symbole. Celui de la politique de Fabius et Mitterrand.

C'est cette politique qu'il faut arrêter net, par la mobilisation unitaire de l'ensemble des travailleurs, pour le droit à l'emploi pour tous, pour l'arrêt des licenciements et les 35 heures, contre toutes les formes de travail précaire.

TELEPHONIE

Conflans ville morte

Journée ville morte dans les Yvelines à Conflans, mercredi 16 janvier, à l'appel de l'inter-syndicale CGT-CFDT de LTT (Lignes télégraphiques et téléphoniques), avec le soutien des unions départementales CGT et CFDT. Les suppressions d'emplois prévues dans l'entreprise (1 300 salariés), s'élèvent à 930. Les travailleurs de LTT sont partie prenante des luttes de la téléphonie qui se sont déclinées à l'automne 1984 (voir dossier dans *Rouge* du 11 janvier). Dans le cadre de la fusion CGE-Thomson, une usine sur trois de LTT (filiale de Thomson) supporterait l'intégralité des réductions d'effectifs, les deux autres à Lannion et Dinard seraient préservées.

La lutte des travailleurs de Conflans, dont le maire est le ministre de l'Agriculture, Michel Rocard, a amené les pouvoirs publics à promettre la création par Thomson ou CIT-Alcatel (CGE), d'une unité de production nouvelle à Conflans afin de résorber les suppressions de postes infligées à LTT. Mais les emplois créés à Conflans ont toutes les chances d'être ceux qui seront supprimés ailleurs. Mercredi 16, les travailleurs

et leurs syndicats ont prévu de couper les voies d'accès à la ville, les magasins devraient être fermés, une manifestation se déroulera l'après-midi, un meeting se tiendra en fin de journée devant la mairie.

SANTE 225 % d'augmentation

Le prix d'une consultation d'un généraliste dans un hôpital public est passé, depuis le 1^{er} janvier, de 26,95 francs à 70 francs. Le gouvernement a simplement aligné les prix du public sur les tarifs pratiqués par le privé.

Cette décision a atteint le scandale quand, à la même date, la Sécurité sociale qui remboursait 80 % des frais n'en paie plus que 75 %. Le résultat de ce cumul? La part de l'assuré, pour une consultation chez un généraliste, dans un hôpital, a augmenté de 225 %!

Cette réforme vise, pour le ministère, « à permettre à un secteur déficitaire de l'hôpital de se rééquilibrer », au lieu d'être financée par la Sécu. Et, bien sûr, il n'est toujours pas question du remboursement des dettes patronales à la Sécu. Après les réductions des effectifs dans les hôpitaux, l'austérité pronée par le dernier budget, un nouveau coup est ainsi porté contre un service public essentiel pour la vie des gens: la santé.

DE WENDEL

Une dynastie d'apôtres du libéralisme

Inutile d'allumer l'écran de télé pour se rendre à Dallas et côtoyer J. R. ou rejoindre Chateauballon, depuis trois siècles, des dizaines de milliers de travailleurs produisent quotidiennement et réellement les profits héréditaires d'une famille « bien de chez nous » : les de Wendel. Derrière l'anonymat des valeurs qui figurent parmi les mieux cotées en bourse, la CGIP, Marine-Wendel, Senelle-Maubeuge, se profile une dynastie à l'histoire agitée, qui mérite quelques retours en arrière.

Guerre ou révolution, la dynastie de Wendel passe, quelles que soient les frontières, en tout lieu, en tout temps. En 1871, la signature du traité de Francfort rattache l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne. Les trois villes où sont concentrées les usines des maîtres de forges : Havange, Stiring, Moyeuve, se retrouvent allemandes. Alsaciens et Lorrains ont un an pour voter pour la nouvelle nationalité. Faut de quoi, ils devront quitter le pays. Les de Wendel trouvent une parade. Henri I de Wendel restera sur place, les deux autres « gérants » de la « société des petits-fils de François de Wendel » (1), Théodore de Gargan II (2) et Robert de Wendel élisent domicile à Paris. Henri I veillera sur les intérêts de la famille et devient allemand. Théodore et Robert restent français et attendent le jour où l'Alsace et la Lorraine réintégreront l'hexagone. Hayange, Moyeuve, Stiring sont assurées de rester « de Wendel », quels que soient les caprices de l'histoire.

Député du Reichstag

Henri I sera élu député du Reichstag (le Parlement allemand) de 1881 à 1887. Il fonde le cartel de l'acier outre-Rhin avec les barons du pays Krupp et Thyssen (3). Les canons et les boulets de l'armée du Reich, en 1914 seront en partie « made in de Wendel », comme ceux des armées françaises... Car entre temps, la bonne marche des affaires a permis à la famille d'étendre ses domaines, et de passer une nouvelle fois les frontières en fondant avec les Schneider (4) les forges de Joeuf, le premier village français en sortant de la Lorraine « germanisée »...

En 1918, l'Alsace et la Lorraine réintègrent la France. Sur les murs de Moyeuve, d'Hayange et de Joeuf, fleurissent les affiches : « Enfin est venu le jour radieux qui nous a ramenés au milieu des nôtres à l'ombre du drapeau français. De Wendel. »

1871, 1918, quasi un demi-siècle d'obstacles sont franchis ; ils sont peu de choses, il est vrai, à l'échelle de la dynastie. C'est en 1704 que Martin Wendel fonda la première forge de Hayange. En 1984, près de trois siècles plus tard, le profil du domaine s'est transformé, mais les descendants du fondateur gèrent toujours les richesses familiales. Avec une habileté « héréditaire » à franchir les obstacles, comme le montre l'affaire Creusot-Loire. Ce groupe était la propriété jusqu'au printemps 1984 d'Empain-Schneider (55 %) et de la Financière Creusot-Loire (filiale de la CGIP, contrôlée par la famille de Wendel, 45 %). Les « petits-fils » se sont dégagés de Creusot-Loire, moyennant versement de cent millions de francs au groupe Empain. Juste avant que n'éclatent les grandes manœuvres de Pineau-Vallencienne, P-DG du groupe Schneider.

L'informatique en pointe

C'est un des exemples du redéploiement de la CGIP : élarger dans les branches

productives, renforcer résolument les activités financières et les sociétés de services. Les filiales en pointe aujourd'hui sont l'informatique avec Cap Gemini Sogeti (3 600 salariés), première société de service européenne du secteur ; la société financière Orange-Nassau (Pays-Bas) spécialisée dans

et de G. Demachy (Demachy est le nom de la banque du groupe CGIP). Hubert Leclerc de Hautecloque (5) est le petit-fils de Charles de Gargan (2). Pierre Celier (président), Pierre Louis de la Rochefoucauld (administrateur), Henry de Mitry sont tous des petits-fils, en « ligne directe » ou « par alliance »...

L'appât de la noblesse

Les particules abondent. Les maîtres de forges ont toujours été fascinés par la noblesse. Barons, comtes, marquis, les titres prolifèrent au fil des générations, au rythme des mariages. La puissance des maîtres de forges attirait aussi les nobles. Les alliances se sont nouées sur la base des apports mutuels. Un baron industriel, mélangé à une marquise de lignée, donnent des enfants qui cumulent les deux avantages ! La dynastie rayonne, de l'industrie aux arts et lettres (6), en passant, évidemment par la politique. Il y eut des députés ou des sénateurs de Wendel jusqu'au jour où la

alloués à la sidérurgie, puis aux indemnités versées à sa nationalisation. Le libéralisme depuis trois siècles signifie pour des dizaines de milliers de travailleurs produire quotidiennement la plus-value héréditaire de la famille de Wendel.

« Peut-être freinée par les liens passés de la CGIP avec Creusot-Loire, note un récent numéro du journal financier *Investir*, la Bourse ne réserve pas à cette société le traitement qu'elle mériterait au regard de la valeur de ses actifs et de ses perspectives de développement. » « Ces ennuis conclus, conclut *Investir*, la CGIP affiche une excellente santé et la plupart des ses activités contribueront au progrès du groupe en 1984. » Après trois siècles de puissance, la dynastie se redéploie pour aborder le XXI^e siècle en position de force.

« Les Wendel, écrit l'universitaire lorrain Pierre Fritsch dans son livre *Wendel, rois de l'acier, font bien partie de ces familles privilégiées auxquelles le hasard et l'adresse d'une seule génération ont permis au commencement de l'industrialisation dans les pays occidentaux de*



l'immobilier, les placements de « capitaux à risque » ; la métallurgie de transformation avec la société des emballages Carnaud SA (12 000 salariés), les ciments et engrais du groupe CEDEST. Les de Wendel liquident leurs dernières participations dans la sidérurgie nationalisée (avec indemnités) en 1982, et leur contrôle dans une dizaine d'entreprises du secteur productif ; de Carrel et Fouché (matériel ferroviaire, récupéré par Jeumont-Schneider, filiale du groupe Empain !) à Létang Rémy (la vaisselle inox !) ou la Paumellerie électrique (équipement automobile, voir *Rouge* du 21 septembre 1984). Symbole du passé : la dynastie conserve le contrôle des forges de Dilling (Sarre) par le biais de la société Marine-Wendel (1), deuxième tête, avec la CGIP de la fortune familiale.

Si le paysage industriel s'est quelque peu transformé au cours des siècles, les propriétaires restent en filiation directe ! Un simple coup d'œil sur la composition du conseil d'administration de la CGIP est plus démonstratif qu'un long discours. Ernest Antoine Seillère (administrateur) est bien un baron : fils de Jean Seillère de Laborde et de Renée de Wendel, petit-fils du baron Ernest

discretion, le secret des affaires imposèrent leur remplacement par des hommes de paille aux noms plus discrets, afin de couper court à toute polémique gênante. Imaginez un peu que le baron Empain, le baron Celier, P-DG de la CGIP soient aujourd'hui députés inscrits au RPR ou bien à l'UDF... Cela ferait mauvais effet dans l'affaire Creusot-Loire !

La famille politique

Mais Henri Missoffe (secrétaire d'Etat du gouvernement Barre), Jean-François Poncet, Michel Debré, la maréchale Leclerc de Hautecloque (RPR), Yves Guéna ou Robert Galley n'en sont pas moins liés à un titre ou un autre à la famille de Wendel. Et la liste n'est pas exhaustive. Ces quelques noms donnent une idée du réseau d'influence dont jouit la dynastie aujourd'hui. Après trois siècles de règne, c'est l'image sans voile du fameux libéralisme, à la mode aujourd'hui, dont tous ces gens sont bien sûr d'ardents défenseurs. L'essentiel de leur richesse s'est pourtant nourrie des marchés rémunérés par les crédits publics, des boulets de l'empereur Napoléon, aux fonds

s'emparer en toute liberté, sinon en toute innocence, de secteurs entiers des nouvelles richesses économiques. Les historiens américains appelaient ces possédants les "barons pillards". » La télé pourrait en faire son prochain feuilleton. Après Dallas.

Michel Morel

1. La « société des petits-fils de François de Wendel a été fondée en 1871 pour maintenir groupés les intérêts des héritiers de la famille. La CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participation) en est en quelque sorte l'équivalent aujourd'hui. Les de Wendel détiennent la majorité du capital par le biais de la société Marine-Wendel.

2. Les de Gargan sont une branche de la dynastie de Wendel.

3. Krupp et Thyssen, dynastie des maîtres de forges en Allemagne. A noter : c'est un Thyssen qui présenta en 1932 Hitler au grand patronat allemand comme seul remède pour en finir avec l'agitation sociale...

4. Ignace de Wendel (1741-1795) fonda les forges du Creusot avant le développement de la dynastie des Schneider. Une partie de l'héritage des Schneider a été vendue au baron Empain par la duchesse de Brissac (veuve d'un « petit-fils » qui le détenait à la suite de son second mariage avec le duc de Brissac, veuf de Marie Schneider. Simple, non ?

5. Le maréchal Leclercq était un de Wendel par alliance.

6. François de Curel, auteur dramatique célèbre (!) au début du siècle et académicien, était aussi un « petit-fils ».

Pour une alternative anticapitaliste

Il y a quelques mois, la LCR a lancé un appel pour « affirmer une force militante anticapitaliste unitaire capable de redonner espoir et confiance aux travailleurs ».

Cet appel a suscité un certain nombre de réactions, positives ou réticentes, et a fait apparaître les difficultés de la démarche proposée. Il est possible aujourd'hui de faire un premier point.

La situation politique comence à s'organiser en fonction de la future échéance de 1986. Tout le monde sait que celle-ci va sanctionner la politique menée par le PS et le PCF depuis 1981 et confirmer les élections précédentes. A force de mener la politique voulue par le patronat, la majorité a déçu et écoeuré les travailleurs et les électeurs de gauche, dont beaucoup se sont réfugiés dans l'abstention. En ce sens,

elle a bien travaillé pour assurer le retour de la droite!

Pourtant, il serait erroné de considérer que la défaite est d'ores et déjà consommée. Souligner les dangers dont la situation présente est porteuse doit être une incitation à mener les batailles du jour, et non à baisser les bras dans l'attente des combats du surlendemain...

La résistance des travailleurs dans les luttes, les débats politiques qui traversent le mouvement ouvrier sont le signe que les travailleurs ne sont pas battus, que les forces existent pour modifier le cours des choses. La double réaction, au mois de décembre dernier, face aux menaces de scission de la FEN et contre l'accord avec le CNPF sur la flexibilité du travail, témoigne des capacités de riposte qui restent disponibles parmi les travailleurs et les syndiqués.

Ce qui manque, c'est une force capable de redonner confiance à ceux et celles qui sont conscients des enjeux actuels et qui refusent de cautionner la politique de l'échec. Une force qui fasse la preuve que ceux-là ne sont pas isolés, marginaux et battus. Une force qui propose des initiatives d'action et des perspectives d'ensemble à tous les travailleurs.

Une telle force, à nos yeux, ce devrait être un nouveau parti pour les travailleurs. Tirant les leçons de ce qu'est la politique du PS et du PCF, nombreux sont les travailleurs, les militants des organisations politiques existantes, les syndicalistes, qui s'interrogent sur une telle nécessité. Mais nous savons aussi que les conditions ne sont pas encore, à l'heure actuelle, réunies pour la constitution d'un tel parti. Il faudra que la crise au sein des organisations traditionnelles s'approfondisse, que des clarifications fondamentales se fassent et que les recompositions en cours atteignent une profondeur qu'elles n'ont pas encore, pour que cette nécessité objective s'actualise en une possibilité concrète.

C'est pourquoi la ligne du PCI d'auto-proclamation du « Parti des travailleurs » ne peut déboucher que sur un fiasco: l'avancée vers un authentique nouveau parti est inconciliable avec l'opération purement sectaire et déclamatoire menée par la direction du PCI.

Pour nous, il s'agit d'une perspective qu'il faut expliquer et défendre. Sa meilleure défense est de réaliser des avancées effectives dans l'affirmation d'une force unitaire anticapitaliste, telles qu'elles sont possibles dans la situation présente.

Pour une force unitaire anticapitaliste

Quels que soient les désaccords entre organisations, militants et travailleurs qui inscrivent leur action dans une perspective anticapitaliste, il est possible de réaliser une unité permanente sur quelques points clés de la situation et d'agir ensemble sur cette base.

Tel est le sens de l'appel que nous avons lancé lors du rassemblement du Bourget et des démarches que nous avons entreprises depuis, tant au plan national que localement, tant auprès de responsables et

militants qu'auprès des organisations qui avaient participé à ce rassemblement.

L'appel lancé en commun par la Fédération de la gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne et la LCR (voir *Rouge* n° 1142) constitue une première avancée sur cette voie. Il faut poursuivre dans cette direction. Les difficultés sont nombreuses, tout le monde le sait. Mais, en même temps, chacun comprend que c'est bien sur cette voie qu'il faut s'engager. C'est le moyen de répondre à l'attente de beaucoup de travailleurs qui sont prêts à se mobiliser et à agir si un cadre réellement unitaire leur est proposé, si des perspectives d'intervention sont définies.

Le principal obstacle à l'affirmation d'un tel mouvement est le décalage

et multiples. S'appuyer sur la diversité des situations pour prendre des initiatives elles-mêmes diversifiées. Ici, tirer les leçons d'une action, exprimer publiquement les positions élaborées en commun par un collectif de travailleuses et travailleurs. Là, débattre avec des organisations ou groupes de militants avec lesquels des convergences apparaissent possibles afin d'impulser un appel, des actions unitaires.

Aujourd'hui, les conditions politiques ne sont pas encore réunies pour une initiative politique centrale, pourtant nécessaire. Cela signifie qu'il faut être aux aguets pour saisir les multiples opportunités qui peuvent se présenter, pour prendre des initiatives multiformes. Pour diverses qu'elles seront, celles-ci seront partie prenante d'une même

LIVRES... LUS POUR VOUS

Un panorama morcelé

● « Misérable et glorieuse — La femme du XIX^e siècle », aux éditions Complexes, 248 pages.

Misérable et glorieuse — La femme du XIX^e siècle, malgré ce titre fortement empreint d'idéalisme, le livre préfacé par Jean-Paul Aron a le mérite d'offrir, dans un vaste panorama, une idée assez précise de la situation et de la vie quotidienne des femmes au siècle dernier.

Inspiré par une série d'émissions diffusées au printemps 1979 sur France-Culture, ce livre réunit des essais de plusieurs historiens et sociologues, ayant écrit pour la plupart des textes spécialisés sur le sujet. Pour n'en citer que quelques-uns: Anne Martin-Fugier, Alain Corbin, Madeleine Rebérioux, Laure Adler, etc. Chacun campe ainsi, à travers un texte dense et bien documenté, un personnage féminin: la bonne, l'ouvrière, la prostituée, la maîtresse de maison, la paysanne, la femme écrivain, etc.

Donc, le corollaire, c'est de représenter la situation des femmes, dans leurs différents « rôles », une vision un peu morcelée et figée de la réalité. Avec cependant un fil conducteur à travers deux essais — *les Médecins et les femmes* et *Une gynécologie passionnée*, de Jean-Pierre Peter et de Jean Borie — qui appréhendent chacun les transformations contradictoires qui s'opèrent au XIX^e siècle et des bouleversements importants ayant trait à la condition féminine dont certains modèlent encore les rapports d'oppression en vigueur aujourd'hui.

« Cette vue d'ensemble a cependant ses vertus de commodité. Elle plante le décor. » Un livre qui engage donc à aller plus loin dans la connaissance du XIX^e siècle et des bouleversements importants ayant trait à la condition féminine dont certains modèlent encore les rapports d'oppression en vigueur aujourd'hui.

Sonia Folloni



aujourd'hui existant entre l'opinion et la conviction. Nous connaissons tous beaucoup de militants qui considèrent que cette idée est juste, mais qui ne sont pas convaincus qu'elle peut se concrétiser.

Que cent initiatives fleurissent!

Quelle sera l'efficacité de notre intervention, dans notre localité ou notre entreprise, disent les uns, tant qu'il n'existe pas un mouvement national sur ces bases? A quoi bon impulser un appel national, disent les autres, alors qu'on ne sait pas quel écho il est susceptible de rencontrer?

Ce blocage ne sera pas levé miraculeusement. Il est l'expression d'une situation d'ensemble où l'éclatement des préoccupations et des interrogations ne peut être surmonté par une polarisation autour d'une lutte. Seule une nouvelle phase d'activité du mouvement de masse porteuse de recompositions politiques d'ampleur débouchera sur des modifications substantielles.

Mais ces processus doivent être préparés, et l'histoire du mouvement ouvrier a déjà montré que celui-ci peut connaître des transformations internes importantes dans une situation difficile du point de vue des luttes.

C'est pourquoi, pour avancer, il faut accepter d'emprunter des chemins différents

dynamique: celle de l'affirmation d'une force refusant, face à l'austérité et à la droite, la résignation et le reniement. C'est dans ce cadre que nous discutons avec une série de travailleurs, militants et responsables pour préparer une initiative politique d'ampleur nationale.

Les discussions avec les organisations qui partagent ces préoccupations vont être poursuivies sur la base de l'appel commun de la Fédération de la gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne et de la LCR. En même temps, au plan local, il est nécessaire de prendre le maximum d'initiatives, en termes d'appels, de prises de position, de réunions-débats, en particulier au printemps 1985.

C'est ainsi que pourra se concrétiser une double exigence. Celle de démontrer que, face aux manœuvres des appareils, de nombreux militants et travailleurs ne sont pas décidés à laisser faire, qu'ils veulent agir contre la politique gouvernementale et contre la droite. Celle de prouver que cette réaction peut être unitaire, que la défiance et les désaccords ne constituent pas un obstacle insurmontable, dès lors, précisément, qu'existe une réelle volonté d'agir, de peser sur l'évolution de la situation.

Francis Sitel
François Ollivier

Rouge s'efforcera de rendre compte régulièrement des initiatives prises. Envoyez-nous les informations en votre possession et vos commentaires.

BULGARIE

L'acharnement

Fondateur du Parti communiste bulgare et de son opposition trotskyste, Dimitar Gatchev, âgé de 87 ans dont 23 années passées en détention, est aujourd'hui à nouveau victime de persécutions dans son pays.

Opposant ? Les staliniens bulgares ont banni le mot de leur vocabulaire. « Les personnes qui possèdent des documents ou expriment des opinions non conformes aux vues des autorités sont passibles de peines allant jusqu'à cinq ans de prison pour "agitation et propagande hostile à l'Etat" », lit-on dans le rapport 1984 d'Amnesty International. Les dissidents y sont pourchassés, jusqu'au-delà des frontières du pays — la police secrète bulgare poursuit ainsi la tristement célèbre tradition de la GPU stalinienne.

La répression sournoise

Mais qu'un condamné, par des hasards de l'Histoire, après quinze ans passés dans les camps qui n'ont rien à envier à ceux du goulag soviétique qui leur sert de modèle, en réchappe, il ne sera pas oublié pour autant. Et si les circonstances s'opposent à ce que la police le pourchasse officiellement, elle le fera officieusement, envoyant des bandes de voyous lui « faire la peau », saccager son appartement. Bref, elle utilisera tout l'arsenal des moyens d'intimidation dont peut disposer un appareil d'Etat agissant à titre officieux.

Si l'agressé se plaint au commissariat, exige que celui-ci fasse son travail à l'encontre des « hooligans », on lui rit au nez, on lui conseille de « réfléchir », on lui sussure « amicalement » que tout pourrait s'arranger, qu'il pourrait recevoir un appartement dans un quartier plus sûr, sans parler des honneurs auxquels il aurait droit, à la seule et unique condition... de se renier, de condamner publiquement ce qui était l'engagement militant de toute une vie.

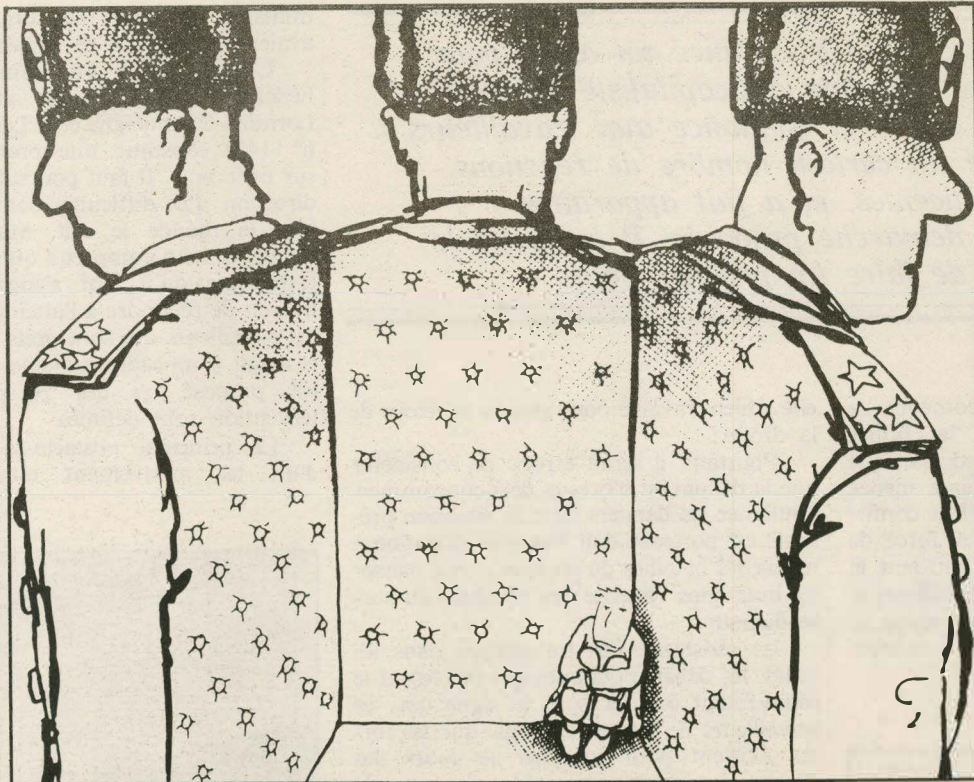
Il refuse, et la hargne des apparatchiks parvenus redouble contre lui, les persécutions s'aggravent. Un petit bureaucrate guette toute sa vie le moyen qui lui permettra d'avoir accès au rang supérieur ; il lorgne vers la voiture dans laquelle se pavane son chef, vers la « datcha » d'un collègue ayant réussi, vers le poste TV couleur d'un voisin. Un tel pur produit de l'appareil d'Etat bulgare pourrait-il seulement essayer de comprendre que quelqu'un refuse de tendre la main vers ces honneurs auxquels il aspire si fort ? Non ! Voilà pourquoi

le policier bulgare se sent directement concerné par le sort de cet opposant. Il devient même prêt à faire du zèle pour le briser. Car cet opposant est un danger pour le régime, non seulement par ce qu'il pourrait écrire ou dire, mais avant tout par son attitude d'homme intègre.

L'existence de cet opposant est un grain de sable pour la toute puissante machine policière de l'Etat. Son intégrité fait ressortir la cupidité des petits et grands dignitaires du régime. Cet homme se nomme Dimitar Gatchev.

Une vie de militant

Né en 1897, médecin et avocat, Dimitar Gatchev s'engage jeune dans le Parti socialiste bulgare puis prend part à la fondation du Parti communiste, section bulgare de l'Internationale communiste. Envoyé par l'Internationale, il aide la section allemande à renforcer son appareil militaire. Rentré en Bulgarie, il fait partie de la direction de l'appareil militaire du PC et participe à l'insurrection de septembre 1923. Dès cette année, il se solidarise avec les positions de l'Opposition de gauche au sein du Parti bolchevik. En avril 1925, arrêté avec des centaines de militants du PC à la suite d'une série d'attentats à la bombe que la police bulgare attribue aux communistes, Dimitar Gatchev est condamné à mort. Il ne sera pas exécuté ; les « bouchers réactionnaires bulgares », comme les appelait alors la presse ouvrière du monde entier, jugeant l'effet produit par les premières exécutions, commueront en peines de prison les peines capitales de ceux qui n'ont pas été dans la première charrette. En prison (où il restera jusqu'en 1932), Gatchev prend une part active aux débats qui secouent le PC, provoqués tant par les errements du parti en Bulgarie que par les échos des divergences qui déchirent le parti russe. C'est dans la forteresse de Plovdiv que Gatchev forme le premier groupe trotskyste bulgare, qui produit le bulletin *Liberation*. De ce groupe surgira, en 1945, le Parti communiste internationaliste, qui demandera sa reconnaissance comme section bulgare de la IV^e Internationale. Le



Dessin de Plantu, tiré de "Pas nette la planète", paru à l'édition La Découverte.

PCI, en front unique avec les anarchistes et le parti paysan de gauche, participe

à la lutte pour la défense des droits démocratiques. Gatchev est alors un des leaders

de la Ligue de défense des droits de l'homme et du citoyen et anime sa section de

Plovdiv. Il est le secrétaire politique du PCI. Mais l'activité du PCI — comme celle des autres courants révolutionnaires tels les anarchistes — est intolérable pour le régime stalinien en train de se stabiliser en Bulgarie. Cela d'autant que des militants trotskystes et anarchistes commencent à gagner de l'influence dans quelques usines et se montrent capables de doter les grèves ouvrières d'une ébauche de direction politique. En mai, juin et juillet, la police politique frappe. Le PCI est démantelé, ses militants condamnés à de lourdes peines. Dimitar Gatchev est condamné à la détention à vie. Il n'en sortira qu'en 1962, après le XXII^e Congrès du PC soviétique. Détenu dans les camps, sa conduite fut exemplaire et il a toujours refusé la moindre concession aux staliniens.

C'est ce militant exemplaire que les bureaucrates bulgares tentent une nouvelle fois de briser.

Cyril Smuga

GRANDE-BRETAGNE

Les femmes de mineurs dans la lutte

Lors de notre visite en pays de Galles du Sud (cf. Rouge de la semaine dernière), Mary Davies, membre du Comité des femmes contre la fermeture des puits au plan local et national, a bien voulu répondre à nos questions. Comme la plupart des autres femmes de mineurs, Mary a commencé à s'intéresser vraiment à la politique à partir de cette grève. Les femmes de mineurs ont démontré que cette lutte concernait toute la communauté des mineurs, que les femmes pouvaient aussi s'organiser efficacement, et qu'elles avaient leur place dans cette grève en tant que femmes. Une expérience qui débouche sur la volonté de continuer de défendre les autres problèmes des femmes.

● Quelles sont vos activités ?

Nous collectons l'alimentation. Nous créons des activités pour faire rentrer de l'argent. Et puis nous participons aux piquets.

● Avez-vous bien été acceptées par le syndicat, par le Labour ?

Au début, on nous disait

que notre place était à la maison. Finalement, nous avons loué un bus et nous sommes allées dans un piquet. Nous nous sommes placées entre les flics et les mineurs. Nous nous sommes imposées ! Nous avons découvert ce qu'est réellement la police, sa violence, son sexisme. Notre présence dans les piquets est une chose très importante. Qu'un

homme soit dans un piquet, c'est « normal ». Qu'une femme y soit, cela démontre une grande détermination. Et puis ça réveille aussi la mauvaise conscience de certains hommes.

Le 8 décembre dernier, nous avons organisé une marche et un meeting à Cardiff auxquels ont participé un millier de femmes, enfants et mineurs. Des femmes de Londres, Manchester, Nottingham s'étaient déplacées. La députée du district, une représentante de Greenham, des lesbiennes et un responsable du NUM y prirent, entre autres, la parole. Ce fut une grande première à Cardiff.

● Est-ce que votre participation active à la lutte a changé quelque chose dans votre vie quotidienne ?

Bien sûr (avec un grand éclat de rire, son mari assiste à l'interview). Avant, c'est moi qui lui préparais ses sandwiches avant qu'il parte en réunion. Maintenant, c'est lui qui fait les courses et qui me prépare les miens.

● Quels sont vos rapports avec d'autres groupes femmes ?

Nous avons surtout des rapports avec Greenham Common. Mais aussi avec des femmes qui travaillent dans les usines. Il y en a très peu en pays de Galles du Sud. Mais, par exemple, une usine de femmes, en Irlande, nous envoie chaque semaine une souscription. En ce moment, nous sommes très occupées par la grève, mais les groupes de soutien ont décidé de continuer après la grève la structuration sur d'autres problèmes comme l'éducation, la santé. On témoigne maintenant de la naissance d'un mouvement de femmes à l'échelle nationale. Nous n'avons pas encore réussi à constituer une section de femmes dans la section régionale du Labour, mais nous y arriverons.

● Avez-vous des contacts avec d'autres groupes en Europe ?

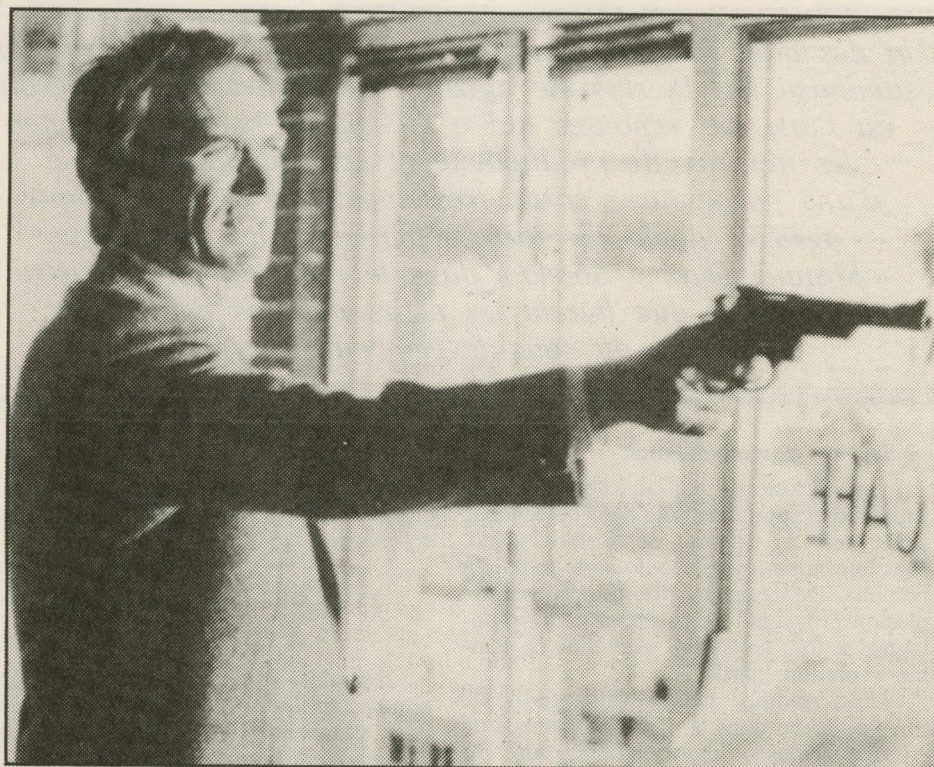
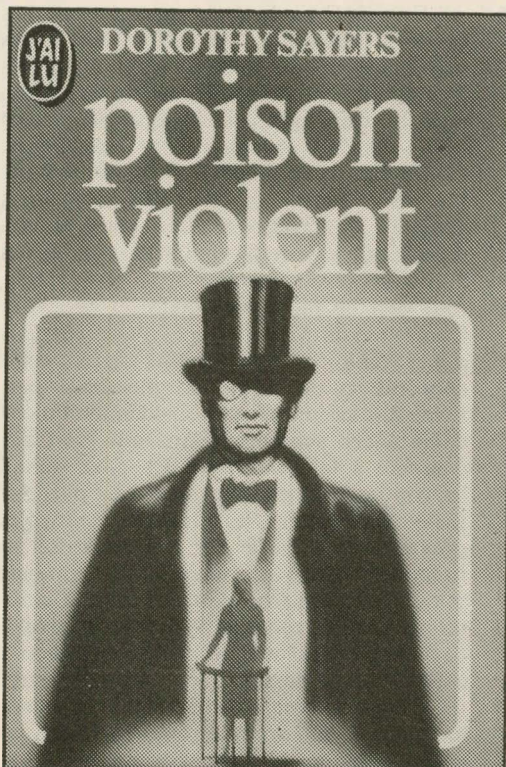
Malheureusement, presque pas. Un groupe de femmes italiennes nous ont invitées. Nous aimerions pouvoir expliquer notre lutte et avoir le soutien des femmes d'Europe.

Propos recueillis par Alain Nazier

Le polar en kiosque

Chaque année, Michel Lebrun, « pape » du polar, publie une somme, un livre qui recense tout ce qui s'est fait dans le genre pendant l'année écoulée. Cela s'appelait naguère *l'Almanach du crime*, c'est maintenant *l'Année du polar*, c'est chez Ramsay et c'est aussi exhaustif qu'indispensable. Il note (as, paire, brelan ou carré) livres et essais. C'est avec un carré d'as qu'il incite à lire le numéro spécial d'*Europe* de septembre-octobre sur le roman noir américain ; c'est là que je vous dis tout sur Westlake. Lebrun réédite aussi, au Masque, un de ses meilleurs polars, *Plus mort que vif*.

Autre travail énorme et passionnant, le catalogue encyclopédique de Baudou et Schléret, *le Vrai Visage du masque*. Tous les polars de la célèbre couverture jaune sont recensés et étudiés (Futuropolis). C'est le digne complément du travail que Mesplède et Schléret avaient fait récemment sur la Série noire. C'est aussi dans le chapitre « érudition » que je mettrai l'entreprise de réédition des livres de Ngaïo Marsh : cette romancière anglaise est décidément bien poussiéreuse, et à côté d'elle, Agatha Christie prend des airs de voyous.



Les anglophones

Il faut se précipiter sur ce Dickson Carr inédit en français, *le Squelette dans l'horloge* (Fleuve noir) : Sir Henry Merrivale y résout un problème particulièrement ahurissant, à base de fantômes et d'oubliettes. Mais il y a encore d'autres choses passionnantes : à J'ai Lu, *Poison violent*, de Dorothy Sayers, au charme rétro (Lord Peter Wimsey, aristo et détective amateur, humour et suspense), *Allô, l'Assassin vous parle*, au Sycamore, de Charles Williams (le talentueux auteur de *Fantasia chez les ploucs* ne se confine pas au polar comique, il travaille très bien dans l'angoisse morbide) et surtout *l'Horreur du West-end* (Engrenage), de Nicholas Meyer. Ce dernier est célèbre pour *la Solution à 7 %*, où Sherlock Holmes rencontrait Freud ; avant de passer à la mise en scène de cinéma *le Jour d'après*, Meyer avait écrit un autre livre, aujourd'hui traduit, où Holmes rencontre des personnages de son époque : ici, il traque un abominable tueur dans Londres, à la demande de G. B. Shaw, et rencontre Oscar Wilde et Bram Stoker. Un régal.

Le polar « à références » marche bien : la Série noire publie les livres amusants de Lawrence Sanders, hommages à *l'Homme*

aux orchidées (tiens, un classique non réédité...) et Gregory MacDonald a créé un héros, Fletch, calqué d'abord sur Routabille, puis surtout sur Arsène Lupin.

Les Français

Une confirmation : le *Boulevard des allongés* de Hugues Pagan est dans la ligne de *Vaines Recherches, je suis un soir d'été* et *la Mort dans une voiture solitaire* (tous à Engrenage). Univers de déprime, flics cyniques et victimes. Certains parleront de monotonie : mais dans l'univers de Chandler ou de Simenon, il y a aussi des constantes. *Le Crime du syndicat*, d'Hervé Jaouen, (Sueurs froides, Denoël), montre l'évolution d'un conflit social dans une banque ; c'est très noir, ça fait penser parfois à *l'Imprécauteur*. Deux romans à éviter : *la Fureur du rat*, d'Alain Gautré (Scarabée), compilation des clichés branchés le Chinatown du treizième arrondissement... etc. et *Divan le terrible*, crime chez le psychanalyste, de Gilles Vander (Scribe noir). À marquer très fort : *le Der des der* (Série noire), de Didier Daeninckx, aventures « privé » français dans l'immédiat après-guerre de 14 ! Minutieux dans sa reconsti-

tution, Daeninckx dépeint les luttes sociales de cette époque avec la même sympathie qu'on lui a connue quand, dans *Meurtres pour mémoire*, il évoquait la guerre d'Algérie et les massacres de « novembre à Paris ».

A côté du polar

Reims, qui a couronné Daeninckx cette année au Festival Polar, a bien montré qu'en France, c'est un genre vivant. Je crois savoir que la Série noire va entourer d'une certaine solennité son numéro 2 000. Le 1 000 fut un Américain, Jim Thompson ; le 2 000 sera un Français, un excellent écrivain... et un camarade !

Un copain responsable de bibliothèque me demandait : « Mais que faire si on me demande un SAS ou un Brigade mondaine ? » Eh bien, faut essayer de faire connaître les écrivains de polar les plus populaires, et qui ont quand même un souci de qualité et une imagination créatrice. Le premier noir, c'est G.-J. Arnaud, qui publie des livres en quantité au Fleuve Noir ; le « Commander », ça vaut mieux que SAS ; et puis, toujours dans la même maison, il y a Gérard Deltiel (*Votre argent m'intéresse, Kalachnikov*) bien parti pour la relève.

Quelques bouquins lus récemment, qui m'ont bien passionné et qui vous éviteront de vous laisser piéger par les stars à la mode, les Sollers ou les B.-H. L. Guillaume *le Maréchal*, de Georges Duby (Fayard) est un récit historique bien plus passionnant qu'un James Bond ; *le Sac de Rome*, d'André Châstel, est l'incursion dans l'« histoire » d'un « historien d'art », et ce détour donne des résultats aussi heureux que l'inverse (quand Ginzburg écrivit sur Piero Delle Francesca). Le travail de l'historien n'est pas loin de celui du détective... (En 10-18, on trouve un très beau roman de Joséphine Tenn, *la Fille du temps*, où un flic actuel se demande qui a tué les enfants d'Edouard, et fait l'enquête... Et puis, il y a les « polars » historiques célèbres de J. D. Carr !)

Aussi : l'impressionnant *Charlie* de Stephen King, roman fantastique sur une petite fille qui a le don de déclencher des incendies à distance, et enfin, la curieuse apologie du catholicisme, *Orthodoxie*, de G. K. Chesterton, un des pères du polar moderne, où l'on trouve cette belle formule : « Un homme peut-il haïr assez le monde pour le changer et néanmoins l'aimer assez pour estimer qu'il vaille la peine d'être changé ? » (Idées-Gallimard).

Paul-Louis Thirard



● **Samedi** 15 h (A 2), France-Galles, ça commence « les petits »...
22 h 50 (TF 1) « Droit de réponse ».

● **Dimanche** 20 h 35 (TF 1) *la Mort aux trousses*, d'A. Hitchcock avec C. Grant, E.-M. Saint, et J. Mason. Même repro-

grammé jusqu'à saturation, ce film reste un modèle de ce que l'on peut faire dans un genre où le manque d'humour gâche trop souvent la sauce. Ce n'est pas le cas ici !

22 h 30 (FR 3) *The Crimson Kimono* de S. Fuller avec G. Corbett et J. Shigeta. Longtemps inédit en

France, ce petit polar possède en raccourci toutes les qualités de Fuller : concision, nervosité, efficacité.

● **Lundi** 20 h 35 (TF 1), *Adieu Poulet* de P. Granier-Deferre avec L. Ventura, P. Dewaere, V. Lanoux, C. Rich. Film très conformiste réalisé sur le modèle de certains policiers américains (Inspecteur Harry, etc) dans lesquels un policier doit braver ses supérieurs (et la loi) par amour de la justice. En 1975, année de sa réalisation, cela pouvait paraître progressiste (cf. l'affaire du commissaire Javilliey que le film semble évoquer). A dix ans de distance, et compte tenu du climat entretenu par certains policiers et politiciens par rapport à Badinter et au rôle de la justice française, il ap-

paraîtra (enfin) pour ce qu'il est vraiment : réactionnaire !

20 h 35 (FR 3) *le Voyage fantastique* de R. Fleisher avec R. Welch, A. Kennedy et D. Pleasance. Un voyage à l'intérieur du corps humain, bâti sur une intrigue passablement ringarde. Mais les décors et le traitement valent à eux seuls le déplacement.

● **Mardi** 20 h 40 (A 2) *l'Armée des ombres* de J.-P. Melville avec P. Meurisse, L. Ventura, S. Signoret. Réalisé en 1969 à l'ombre du gaullisme déclinant, le film retraçait de façon sèche, quasi-documentaire, la vie d'un réseau gaulliste sous l'occupation ; il possède des qualités dramatiques indéniables, hélas, trop souvent noyées sous une len-

teur, un ascétisme cryptobressonnien qui donnent trop une impression d'emphase et de vide. Trop long (150 mn !) le film de Melville, malgré la présence d'excellents comédiens, est loin de posséder la force tragique de ses grands chefs-d'œuvre policiers passés, *le Doulos* ou *le Deuxième souffle*...

● **Jeudi** 20 h 35 (FR 3) *la Stratégie du serpent*, téléfilm d'Y. Boisset avec J. Carmet, A. Ferreol et E. Darlan. Démoniaque adaptation d'une nouvelle de William Irish.

22 05 (FR 3) *Amok*, film marocain de Souheil Ben Barka que je n'ai pas vu mais qui est (d'après ceux qui l'on vu) excellent !

● **Vendredi** 20 h 35 (A 2) *l'Extravagant Mr Ruggles*

de Léo Mac Carey avec C. Laughton. Mac Carey est, avec Frank Capra, et Ernst Lubitsch, l'un des plus géniaux réalisateurs comiques des années d'entre-deux-guerres. *Ruggles of Red Cap* est certainement l'un de ses chefs-d'œuvre. Ce majordome anglais gagné au poker par un parvenu américain, a permis à Mac Carey de broser une savoureuse (et double) critique, à la fois de « l'américan way of life » et des mœurs aristocratiques (ou prétendues telles) de la « vieille Europe », vues par les yeux de ses concitoyens (tous les Anglais ne peuvent être que colonels dans l'armée des Indes !...) Un pur régal à ne manquer sous aucun prétexte !

Michel Laszlo

NICARAGUA

Le combat des paysans

Un des axes fondamentaux de la politique du gouvernement sandiniste est la réforme agraire. Le mouvement coopératif est l'une des réponses qui a été choisie pour augmenter les niveaux de productivité et les conditions de vie d'une paysannerie sortie très appauvrie de la politique agricole de la dictature somoziste. La coopérative « Manuel Diaz y Sotelo » dans le nord du pays illustre le combat que livrent les petits paysans pour sortir du sous-développement.

• De nos correspondants.

Une dizaine de paysans déplacent des tubes d'irrigation dans une parcelle de tabac située près du ruisseau de Pueblo Nuevo. Plus loin, un autre groupe répare un parc à bestiaux. De temps à autre, des échos d'explosion provenant de l'autre côté des montagnes se font entendre... personne ne semble y prendre garde.

Nous sommes dans la vallée fertile de Pueblo Nuevo dans la partie occidentale de « Las Segovias », région montagneuse du nord du Nicaragua. Les incursions de la « contra » y sont fréquentes. La frontière avec le Honduras n'est qu'à une vingtaine de kilomètres.

Ces paysans qui travaillent ensemble sont membres de la coopérative « Manuel Diaz y Sotelo », nom d'un journaliste tué par la Garde nationale de Somoza avant la libération du 19 juillet 1979. Au total, ils sont trente-trois habitants de différents hameaux du voisinage, qui cultivent en commun environ 700 manzanas (1 manzana égale 0,7 hectares) de terres, confisquées à Pastor Midence, grand propriétaire terrien, très lié à la dictature somoziste.

Il y a à peine une semaine, avant que ne commence la saison des pluies, ils s'étaient tous réunis pour discuter du choix des cultures, de leur surface, du déroulement des travaux agricoles de l'année, de l'organisation du travail. Les assemblées générales de ce type ont toujours lieu dans la « casa hacienda », ancienne maison du gérant située dans la propriété maintenant aux mains des coopérateurs. Ce type de coopératives de production, appelées ici CAS (coopérative agricole sandiniste) est l'une des formes du mouvement coopératif impulsé par le gouvernement, un axe important de la réforme agraire au Nicaragua.

Après quatre ans

Au moment des récoltes, une partie de la production de maïs et de frijol (haricot rouge) est distribuée équitablement entre tous les membres pour l'alimentation familiale de l'année. Le reste, ainsi que les autres produits, est vendu. L'argent n'est pas totalement redistribué : il faut rembourser auparavant les emprunts, réaliser certains investissements, et mettre de côté pour le fonds social. Cette année, les coopérateurs, après quatre ans de difficultés, ont réussi à avoir un revenu total de 25 000 cordobas par personne, plus de deux fois le revenu d'une famille de paysans pauvres sans terres propres, encore nombreux dans la région.

L'appui des institutions de l'Etat a fortement contribué à ces résultats. Il y a d'abord les conditions favorables dont bénéficie l'ensemble de la petite paysannerie, y compris les coopératives : le crédit à des taux d'intérêt très bas, les prix garantis aux producteurs pour les grains de base, les services de machines agricoles à bas prix.

C'est la première fois que des petits paysans sont en rapport avec les institutions et reçoivent des services de leur part. « Autrefois, le technicien n'allait que dans la parcelle du riche ». Maintenant où l'on va on

s'occupe de nous, quand on est organisé en coopérative, on profite plus des organismes... »

D'incessantes attaques

En juillet 1983, la coopérative s'est vu annuler toutes ses dettes (127 000 cordobas). Cette mesure prise par le gouvernement n'est pas particulière au CAS « Diaz y Sotelo » ; elle a concerné toute la petite paysannerie et visait à l'aider à se remettre sur pied, après les mauvaises récoltes dues à la sécheresse de 1982 et aux erreurs de gestion d'une masse de producteurs qui avaient reçu du crédit pour la première fois l'année de la libération.

Au CAS, c'est, comme on l'a vu, une utilisation encore imparfaite de leurs outils de production, dont ils n'ont pas l'entière responsabilité : le technicien parfois n'essaie pas ou ne sait pas apporter de réponses aux problèmes des paysans. Mais certains paysans arrivent en retard au travail ou même, parfois, ils ne viennent pas de toute la journée ; et pas seulement parce qu'ils sont malades. Il y a ceux qui cultivent de leur côté une petite parcelle familiale ou qui donnent un coup de main à un parent qui n'est pas de la coopérative. D'autres n'éprouvent pas le besoin de travailler dans le collectif, que ce soit parce qu'ils ont reçu l'argent des bénéfices ou qu'ils ont rencontré une activité plus rémunératrice. La coopérative reste pour quelques-uns d'entre eux un moyen pour survivre à court terme, et non leur exploitation qu'ils doivent apprendre à gérer collectivement.

Et puis, il y a la situation de guerre. Les coopératives sont en effet les cibles privilégiées de la « contra », qui voit en elles le symbole de l'avancée de la révolution dans les campagnes. Les coopérateurs sont donc obligés d'organiser leur autodéfense, c'est-à-dire de se préparer militairement, de travailler dans les parcelles l'arme à l'épaule, de construire des abris et des tranchées, de faire la vigilance, la nuit, des bâtiments et du matériel de la coopérative, tout cela de façon volontaire et bénévole. Comme le dit Moncho : « On nous paie pas pour ça », effectivement dans cette coopérative où tous les membres participent, c'est un temps considérable qui est dédié à ces activités, temps qui n'est pas consacré à la production. En plus, quand les contras sont dans la zone, il est plus difficile d'effectuer les travaux agricoles prévus et une partie des membres doit se mobiliser dans le cadre de la « milicia popular sandinista » pour défendre la commune et les repousser. La coopérative a déjà été l'objet d'attaques. Un coopérateur a été tué l'année passée. Récemment, en avril, un groupe de contras a cherché à investir le territoire de la commune. Un combat a eu lieu à quelques centaines de mètres de la « casa hacienda », alors que la contra s'appropriait, à la nuit tombée, à attaquer et à brûler les hangars à tabac.

« Il ne faut pas avoir peur du nouveau »

La coopérative a toujours été ouverte à l'entrée de nouveaux membres. Des seize qu'ils étaient au début, ils sont passés à trente-trois. Ce sont des paysans sans terre des hameaux avoisinants qui, jusque-là, subsistaient sur des petites parcelles, mi-producteur, mi-journalier. Ils se sont finalement décidés à devenir coopérateurs, en voyant que la coopérative avait l'air de fonctionner. Pour certains d'entre eux, le départ a été précipité par les derniers passages de la contra dans leur hameau sans défense. Ils risquaient leur vie du fait de leur responsabilité comme « maestros populares », comme « brigadiste de santé » ou coordinateur de CDS.

Pourtant, pas plus au CAS « Manuel Diaz y Sotelo » que dans les trois autres CAS de la commune, les paysans pauvres ne se sont intégrés de façon massive. Ils ont

peur d'une forme collective de production, dont ils connaissent mal le fonctionnement. Ils voient le collectif comme une contrainte les empêchant de produire et de consommer comme ils en ont l'habitude, et ne s'imaginent pas qu'une décision puisse être prise en commun, après des discussions. Parfois, il y a aussi la peur d'être pris dans une attaque contre la coopérative, ou d'être assassiné pour être coopérateur. Et l'image des deux premières années où les coopératives s'étaient endettées est restée présente dans leur esprit ; leur passé, sous Somoza leur a appris à avoir peur des dettes.

Depuis un an, un effort est fait pour leur expliquer ce qui se passe réellement dans une coopérative. Les responsables locaux du syndicat paysan, les techniciens de MIDINRA viennent leur parler dans les hameaux. Des rencontres sont organisées avec les coopératives.

A Casa Blanca, la coopérative « Manuel Diaz y Sotelo » a reçu, fin 1983, 230 manzanas en plus, parallèlement à l'entrée de dix nouveaux membres. Les coopérateurs pensent que la coopérative peut atteindre le chiffre de cent membres. Ils ont le projet de construire eux-mêmes un village au milieu de leurs terres. Ce nouveau village, propriété de la coopérative, aura son école, son dispensaire, sa maison communale, l'électricité, l'eau courante. « On vivra mieux, on sera tous ensemble, même en dehors du travail et puis les femmes pourront faire quelque chose ensemble et participer plus à la coopérative. »

Ce projet, financé par le gouvernement, va permettre aussi une autodéfense plus efficace. Et puis il y a le tabac. Cette année sera la première. Ils sèmeront 100 manzanas.

Des investissements importants sont prévus : neuf hangars à tabac dont un a déjà été construit. Parfois les coopérateurs se perdent eux-mêmes dans ces projets d'agrandissement dont ils n'ont pas toujours eu l'initiative. On leur a proposé, ils ont accepté, ne mesurant pas très bien vers quoi ils s'engageaient. Mais la situation militaire de la région, sans cesse soumise aux attaques de la contra, les difficultés économiques du Nicaragua, et l'existence de beaucoup de paysans sans terres l'exigent : distribuer des terres, se regrouper, produire des devises.

• D. y S.

